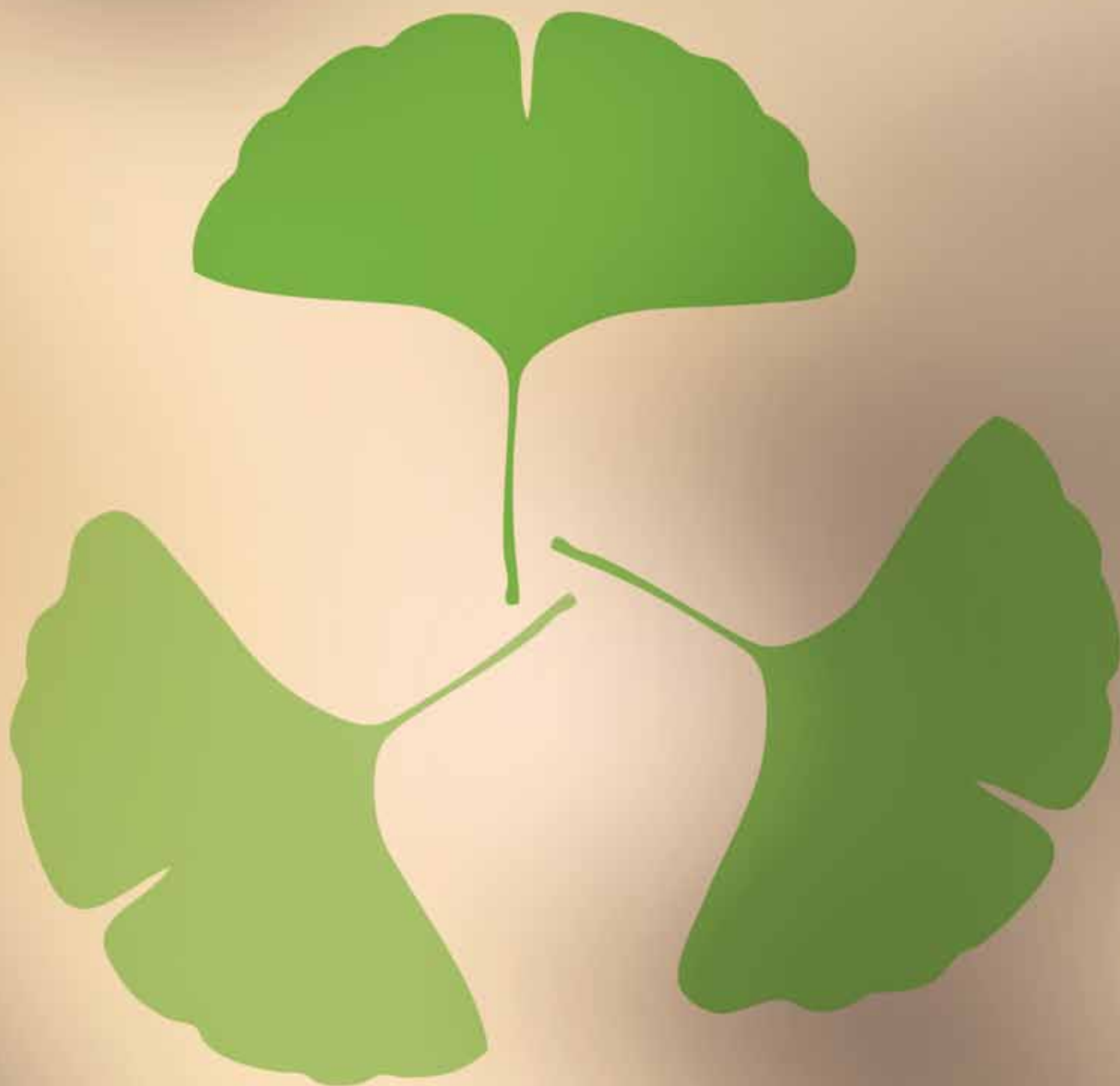


R A P P O R T A N N U E L 2 0 0 8

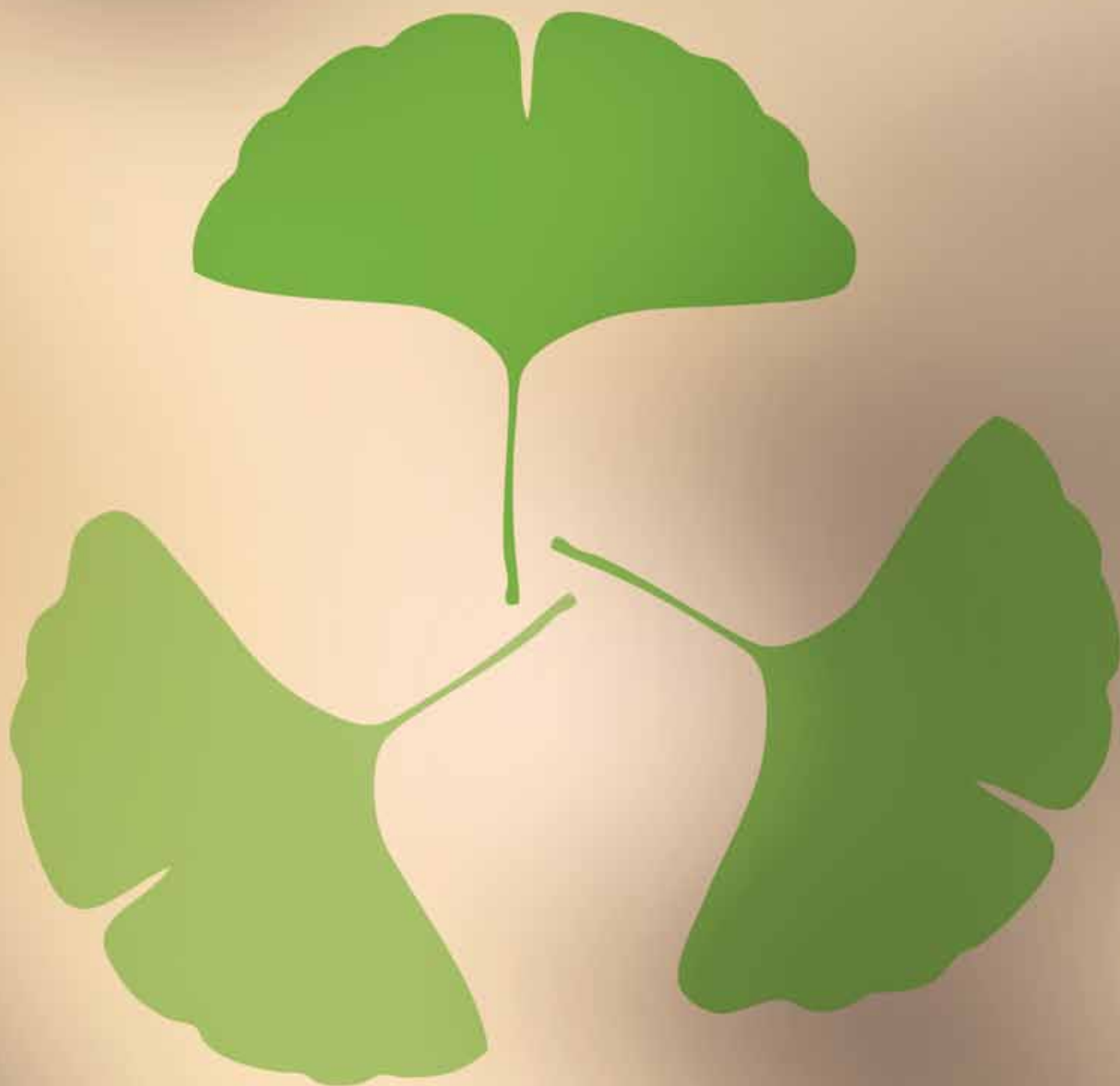


القروض الفلاحي
CREDIT AGRICOLE





M O T D U P R É S I D E N T



M. Tariq SIJILMASSI
PRÉSIDENT DU CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC



N O T R E H I S T O I R E





2007 :

- Lancement et commercialisation du produit Leasing Vert.
- Lancement de la carte bancaire « Emeraude Visa Electron ».
- Tenue de la 7e Convention de la Banque à Rabat sous le thème « Pour que notre réalité rattrape nos ambitions ».
- Création du Pôle Vert dédié au développement du secteur agricole et du monde rural.
- Inauguration des Centres d'affaires Casa Al Massira et Hay Riad Rabat.
- Adoption d'une organisation générale pour la mise en place du programme de refonte du système d'information « Phoenix ».
- Lancement d'une campagne nationale en direction du marché des Marocains Résidents à l'Etranger.
- Création de la Task Force « Bâle II » suite à la mise en place du nouvel accord de Bâle sur les fonds propres.
- Création de la Direction de la Conformité et de la Déontologie.

2006 :

- Lancement du plan d'action sociale CAP 2008
- Signature du contrat programme Etat - CAM 2005-2008
- Migration des agences BMAO vers le système d'information du CAM dans le cadre de la fusion informatique et comptable
- Mise en place d'automates de change pour les opérations d'achat de devises auprès des particuliers
- Fondation du Crédit Agricole pour le Micro Crédit : Fondation Ardi
- Annonce officielle de la baisse des taux d'intérêt des crédits à l'agriculture

2003 -2005 :

- Acquisition Réseau BMAO
- Acquisition Réseau BNDE
- Transformation en société anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance, dénommée « Crédit Agricole du Maroc » régie par la loi relative aux sociétés anonymes ainsi que par la loi relative à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle
- Réforme traduisant la volonté des pouvoirs publics de doter le CAM de modes de gouvernance aptes à lui permettre de répondre aux exigences de ses clients et de ses actionnaires
- Formalisation du plan stratégique «CAP 2008»
- Organisation par marchés
- Mise à niveau des process et des outils de gestion (système d'information, système comptable, contrôle interne...)

- Recadrage du plan d'entreprise dans la prospection du respect de l'ensemble des règles prudentielles régissant la profession :
 - Annulation des créances détenues sur 100 000 agriculteurs représentant un encours de 3 milliards de DH
 - Acquisition du siège social de la BNDE
 - Fusion Absorption de la BMAO
 - Augmentation du capital social pour le porter à 2821 milliards de DH
 - Ouverture du capital aux partenaires stratégiques
 - Transformation de l'encours d'un emploi obligataire en endettement sur 10 ans
 - Remboursement anticipé des lignes d'emprunts extérieurs les plus onéreuses
 - Forte croissance des activités et des résultats pour soutenir la mise en œuvre de la restructuration financière de la banque

1997-2001 : Nouveau positionnement stratégique de la CNCA

- Plan d'entreprise Oufok 2003 lancé en 1999 : une nouvelle stratégie visant principalement à mettre à niveau l'institution et à engager les actions de redressement de sa situation financière et ce, dans le cadre d'un positionnement rénové en tant que banque rurale généraliste de proximité, agissant en partenaire actif de toute la filière agricole et de l'ensemble du monde rural
- Adoption de la nouvelle réforme institutionnelle du Crédit Agricole par le conseil des Ministres au mois d'avril 1999
- Signature de la convention Etat-CNCA relative au traitement du surendettement des agriculteurs en 2001

1988-1996 : Nouvelles dispositions pour la CNCA

- Impôt sur les sociétés
- Dispositions de la nouvelle loi bancaire

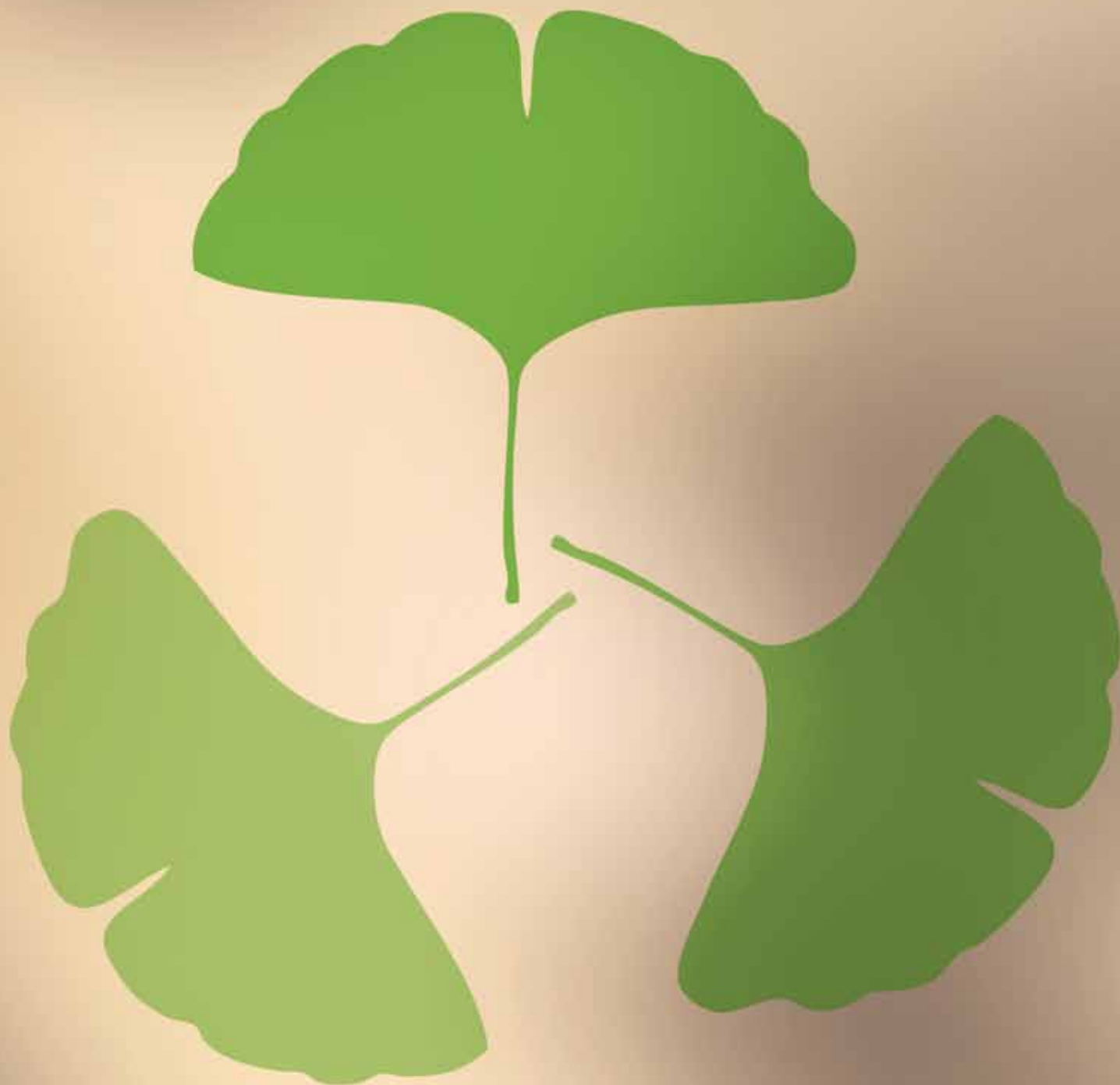
1970-1987 : Début de l'activité bancaire

- Lancement de la collecte des dépôts et des activités bancaires
- Financement de l'agro-industrie en 1979
- Réorientation de la CNCA et financement de nouveaux secteurs en 1987 dont la pêche côtière, la forêt, le tourisme, le commerce et les services...

1961-1967

Création et entrée en fonction de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.
Implantation des caisses locales sous forme de succursales.

S O M M A I R E





R A P P O R T A N N U E L 2 0 0 8

GOVERNANCE	10
Le Conseil de Surveillance	12
Le Directoire	12
Le Management	13
Les Filiales	15
Les Divisions et Directions Régionales	16
Les Comités	17
L'ENVIRONNEMENT	18
L'Environnement International	20
L'Environnement National	24
L'Environnement Bancaire et Financier	25
Le Secteur Agricole	26
LE CAM EN 2008	28
Faits marquants	30
Activité Générale	31
Les produits et métiers du Crédit Agricole du Maroc	34
LES CHANTIERS DU CAM EN 2008	38
Accompagnement du Plan Maroc Vert	40
Agro business	41
Le Programme phoenix/Système d'information	42
Le Contrôle Interne	43
Le Capital Humain	46
LE RAPPORT FINANCIER	50
Le rapport des commissaires aux comptes	52
Les états de synthèse	54
LE RESEAU CAM	86

GOVERNANCE



Le Conseil de Surveillance

Le Directoire

Le Management

Les Filiales

Les Divisions et Directions Centrales

Les Comités





LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

- Monsieur **Abbas EL FASSI**,
Premier Ministre, Président
- Monsieur **Aziz AKHANNOUCH**,
Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime 1^{er} Vice Président
- Monsieur **Salaheddine MEZOUAR**,
Ministère de l'Economie et des Finances, 2^e Vice Président
- Monsieur **Moha MARGHI**,
Secrétaire Général
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Membre
- Monsieur **Nour-eddine BOUTAYEB**,
Wali Directeur des Collectivités Locales
Ministère de l'Intérieur, Membre
- Monsieur **Zouhair CHORFI**,
Directeur de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances, Membre
- Monsieur **Abdelaziz TALBI**,
Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation
Ministère de l'Economie et des Finances, Membre
- Monsieur Hassane **SERGHINI IDRISSE**,
Directeur de la Direction de la Programmation et des Affaires Economiques
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Membre
- Monsieur **Ali HARRAJ**,
Président Directeur Général de Maroc Leasing représentant le groupe CDG, Membre
- Monsieur **Abed YACOUBI SOUSSAN**,
Président Directeur Général de la MAMDA & MCMA,
Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances

LE DIRECTOIRE

- **M. Tariq SIJILMASSI**,
Président du Directoire
- **M. Karim BELMAACHI**,
Directeur Général
- **M. Jamal Eddine EL JAMALI**,
Secrétaire Général



Le Secrétariat du Directoire

- **Mme Fatim Ez-Zahra LARHRIB,**
Secrétaire du Directoire et du Conseil de Surveillance

Les Directeurs Généraux Adjoints

- **M. Mohamed EL AYYADI**
- **M. Ahmed LAFQUI**

LE MANAGEMENT

Les entités rattachées au Directoire

- | | |
|--|-------------------------|
| • Contrôle Général | Ahmed LAFQUI |
| • Contrôleur Général Adjoint | Hassan MOLINA |
| • Direction Centrale des Ressources Humaines | Meriem IDRISSE KAITOUNI |
| • Direction de la Conformité et de la Déontologie | Salima BELOUCHI |
| • Direction de la Formation | Leila NAJJOULLAH |
| • Direction Centrale des Programmes et de l'Organisation | Fouad HARRAZE |
| • Direction de la Communication Institutionnelle | Meriem LARAICHI |
| • Direction Centrale de l'Environnement Interne | Salma BOUHMOUCH |
| • Direction Centrale de Financement et d'Investissement | Mohammed FAKHREDDINE |

Pôle Banque Commerciale

M. Abderrahman SENIHI

- | | |
|---|--|
| • Direction Centrale de l'Agriculture et de l'Agro-Business
- Direction Agro-Business
- Direction de l'Agriculture | Said LARHCHIM
Karim TAYFI
Abdelilah SAIDI |
| • Direction des Marchés des Grandes Entreprises | Said RAFKI |
| • Direction Marchés des PP et MRE | |
| • Direction Marchés des PME | |
| • Direction Appui au Réseau | Hicham SABOUNJI |
| • Cellule Base de Donnée Clientèle | Mohamed Taafiq BEHLI |



Pôle Développement Rural

M. Fatiha BERRIMA

- Direction Veille sectorielle et Conventions
- Direction Action Citoyenne
- Société de Financement pour le Développement Agricole (SFDA)
- Fondation ARDI pour le Micro-Crédit

Mariam DKHIL
Lahcen EL AMELI
Mustapha BEN EL AHMAR
Benaissa AKERKACHE

Pôle Moyens

M. Abdelfdil EZ-ZARZARI

- **Direction Centrale du Budget et des Achats**
 - Direction des Achats
 - Direction du Budget des Achats
- **Direction Centrale des Moyens Logistiques** (Par PI)
 - Direction Logistique Exploitation
 - Direction Logistique Sociale
 - Direction Patrimoine Immobilier
 - Département des Assurances

My Slimane EL WALI
My Slimane EL WALI (Par PI)
Mustapha AIT EL OURF
Abdelfdil EZ-ZARZARI
Ahmed MOULINE
Allal CHAFKI
Abderrahmane RHAZI
Mohammed BAYAHYA

Pôle Risques

M. Rachid KIFANI

- Direction des Engagements
- Direction du Recouvrement et du Contentieux
- Direction du Suivi des Risques
- Direction Juridique
- Cellule Notariat

Rachid KIFANI (Par PI)
Ali BARAKAT
Abdelaziz EL OUADRHIRI
Abdelhafid CHENTOUF
Fadoua DOUKKALI



Pôle Support

M. Abdelmounaim DINIA

- Direction des Systèmes d'Information
- Direction Centrale des Traitements Bancaires et Financiers
- Direction de la Monétique et Moyens de Paiement

Fouad YOUSFI
Ahmed TAYABI

Pôle Finance

M. Fouad CHIKRI

- Direction de la Planification Financière et ALM
- Direction du Contrôle de Gestion et du Suivi du Budget
- Direction du Traitement et Arrêté Comptable
- Direction des Procédures et Contrôle Comptable
- Département de la Communication Financière

Yasser BENBRIK
Abdelmoughit BENNANI

Sara ALAOUI ISMAILI

FILIALES

- Holdagro
- Safacred

Tarik HADDI
Ali ISSARI



LES DIVISIONS ET DIRECTIONS RÉGIONALES

Division du Grand Casablanca

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Casa-Est
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Casa-Ouest
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Chaouia
- Direction Régionale Entreprises du Grand Casablanca

Farouk BOUHLAL

Abdelaziz CHAKIR
Mostafa BENSALTANA
Mohammed SOUAF
Jalal LAOUD

Division de Rabat Gharb Nord

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Rabat
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels du Gharb
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels du Nord
- Direction Régionale Entreprises de Rabat Gharb Nord

Nabil SALMI

Nabil CHAKOR
Jamal HACHEM
Mohammed AMGHAR
Ouafae CHEQROUNI

Division du Centre

Abderrahman SENIHI (Par PI)

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Doukkala Abda
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Marrakech Haouz
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Tadla Ouardigha
- Direction Régionale Entreprises du Centre

Mouloud ARBAN
Abdeljalil ZINE ELAABIDINE
Mostafa CHEHHAR
Badr AZZAM

Division du Centre-Est

Abdelali REGAG

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Meknès-Tafilalet
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de Fès Centre Nord
- Direction Régionale Particuliers et Professionnels de l'Oriental
- Direction Régionale Entreprises du Centre Est

Abdelfattah EL JOUHARI
Mustapha DAHROUR
Mustapha CHELLAT
Abderrahim BELMIR

Division du Sud

Driss ISMAILI

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels du Sud
- Direction Régionale Entreprises du Sud

Mohamed OUCHKIF
Said ANZID



LES COMITÉS

- **Comités de Crédits :**
 - Comité des Grands Risques
 - Comité des Risques Agricoles
 - Comité de Crédit et Recouvrement du Siège
 - Comité Interne de Crédit et Recouvrement du Siège
 - Comité de Crédit et Recouvrement du Réseau
- **Comité Capital Humain**
- **Comité du Contrôle Général et Juridique**
- **Comité d'Exploitation**
- **Comité de Trésorerie**
- **Comité des Activités à l'International**
- **Comité Marché des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE)**

L'ENVIRONNEMENT

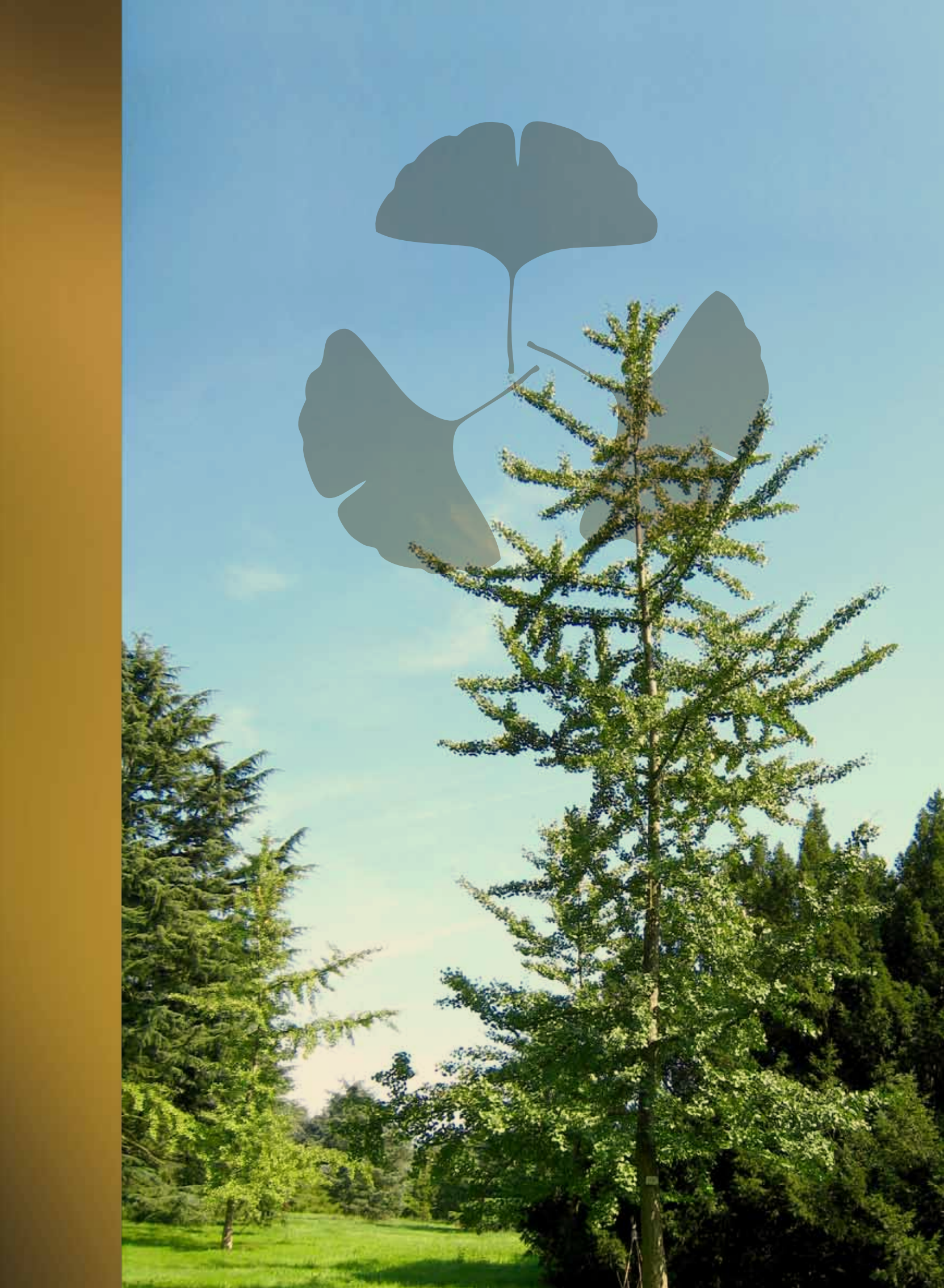


L'Environnement international

L'Environnement national

L'Environnement bancaire et financier

Le secteur agricole





L'Environnement

L'environnement International

L'année 2008 a été caractérisée par l'amplification des effets de la crise financière et leur transmission à l'économie réelle à l'échelle mondiale, conduisant ainsi à une crise sans précédent depuis la Grande dépression de 1929. La croissance de l'économie mondiale a enregistré un net ralentissement, atteignant 3,2% au lieu de 5,1% l'année précédente. Ce repli a été plus marqué dans les pays avancés, dont plusieurs sont entrés en récession. Ainsi, la zone euro et le Japon ont marqué une croissance négative dès le deuxième trimestre et ont été rejoints par les Etats-Unis à partir du troisième trimestre. Dans les pays émergents, le rythme d'activité a nettement décéléré après plusieurs années d'expansion soutenue.

Cette évolution s'est accompagnée de la rupture de la tendance à la hausse des prix des matières premières qui a prévalu jusqu'à la fin du premier semestre 2008. Après avoir atteint des niveaux élevés durant la première moitié de l'année, en relation avec la flambée des cours du pétrole et des produits alimentaires, l'inflation a marqué un net reflux à partir du troisième trimestre. De même, la crise n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur les rythmes de croissance du commerce mondial et de l'investissement.

Consécutivement à l'effondrement d'institutions financières à dimension systémique, les marchés financiers internationaux ont pâti, surtout à partir de septembre, d'une perte de confiance généralisée et d'une accentuation de l'aversion au risque. Les conséquences ont été considérables, en particulier avec la paralysie des marchés interbancaires et de crédit, l'augmentation des primes de risque et la chute des cours boursiers. Le blocage du marché

du crédit s'est traduit notamment par une forte réduction de l'offre de ressources mobilisables par les entreprises et les ménages, amplifiant ainsi le recul de l'activité économique.

Face à cette situation, les Etats ont réagi dans un premier temps d'une manière unilatérale, en relevant le montant des dépôts garantis et en intervenant pour renforcer les fonds propres des établissements financiers en difficulté, en vue d'apaiser les craintes quant à la solvabilité des institutions financières. Les Etats-Unis et l'Allemagne ont même décidé d'affecter des fonds publics à l'achat des actifs bancaires dépréciés. Pour leur part, les principales banques centrales ont fourni des liquidités abondantes pour stabiliser les marchés monétaires et ont procédé, en octobre, à une réduction coordonnée de leurs taux directeurs. Par la suite, cette orientation a été renforcée, ramenant les taux directeurs à des niveaux proches de zéro dans certains pays et posant de nouveaux défis à la politique monétaire, contrainte de recourir à des instruments non conventionnels. Etant donné l'ampleur et la dimension globale de la crise, une coordination internationale a été amorcée pour rétablir et préserver la stabilité financière, et favoriser la reprise de l'activité économique. Cette action concertée s'est traduite par des engagements pris lors du sommet du G20 de novembre 2008, notamment en matière de régulation et de promotion de l'intégrité des marchés financiers et de réforme globale du système financier international.

● Evolution de l'économie mondiale en 2008

L'activité économique mondiale a accusé un net ralentissement économique, après avoir connu une expansion pendant plusieurs années.

● Evolution de la croissance mondiale

CROISSANCE DU PIB (EN POURCENTAGE)

	2006	2007	2008
Monde	5,1	5,1	3,2
Economies avancées	3,0	2,7	0,9
Etats-Unis	2,8	2,0	1,1
Zone Euro	2,9	2,7	0,9
France	2,4	2,1	0,7
Allemagne	3,0	2,5	1,3
Japon	2,0	2,4	-0,7
Economies émergentes	7,9	8,3	6,1
Chine	11,6	13,0	9,0
Inde	9,8	9,3	7,3
Russie	7,4	8,1	5,6
Brésil	4,0	5,7	5,1

Source : FMI

● Profil trimestriel de la croissance

	2007				2008			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etats-Unis	0,1	4,8	4,8	-0,2	0,9	2,8	-0,5	-6,3
Zone Euro	3,2	2,6	2,6	2,2	2,2	1,5	0,6	-1,4
France	2,5	1,8	2,5	2,2	1,9	1,0	0,1	-1,7
Allemagne	3,7	2,5	2,4	1,7	2,8	2,0	0,8	-1,8
Japon	3,2	2,2	2,0	1,9	1,3	0,6	-0,2	-4,5
Chine	13,0	14,0	13,0	12,0	10,6	10,1	9,0	6,8
Inde	9,2	9,3	8,8	8,8	7,9	7,6	5,3	ND
Russie	7,5	8,0	7,7	9,0	8,7	7,5	6,0	1,2
Brésil	3,9	4,8	5,3	5,7	5,9	6,0	6,3	5,1

Source : Datastream

● Contribution à la croissance mondiale



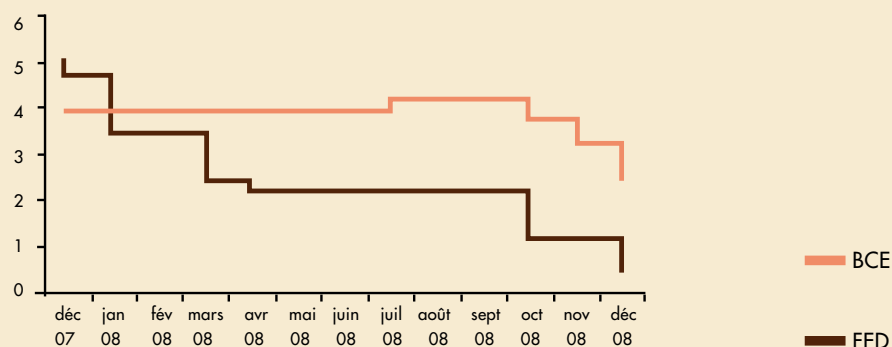
Source : FMI.

* Calculs BAM sur la base de rapport entre le taux de croissance annuel du pays multiplié par la part du PIB du pays dans le PIB mondial et le taux de croissance mondiale, exprimés en parité de pouvoir d'achat

Aux Etats-Unis, la croissance est revenue en un an de 2% à 1,1%. Ce ralentissement est lié à la chute de l'investissement en logements et à la baisse de la consommation des ménages qui contribue en temps normal à hauteur de trois quarts de la croissance américaine. L'emploi a régressé et le taux de chômage s'est élevé à 5,8% au lieu de 4,6%. Reflétant la hausse des prix des matières premières au cours du premier semestre, l'inflation est passée de 2,9% à 3,8%. En juillet, elle a même atteint le niveau de 5,6%, avant de refluer rapidement, pour s'établir en décembre à 0,1%. Dans un contexte d'accentuation de la crise du marché de l'immobilier et des tensions affectant les marchés financiers, le gouvernement fédéral a pris un ensemble de mesures visant à venir en aide

aux secteurs touchés, notamment l'immobilier et l'automobile, et à limiter les répercussions de la crise financière sur l'économie réelle. Un programme de 700 milliards de dollars, « le Troubled Asset Relief Program » destiné à recapitaliser plusieurs institutions financières en difficulté et fournir l'appui en liquidité afin de redynamiser les marchés financiers a été introduit. Pour sa part, la FED a procédé à plusieurs reprises à des réductions du taux des fonds fédéraux, pour les ramener d'une fin d'année à l'autre de 4,25 % à une fourchette de 0 à 0,25%. Face à l'érosion de la confiance dans le système financier, elle a accordé un volume important de liquidités aux institutions financières en difficulté, à des conditions plus souples en matière de garanties.

Evolution des taux directeur de la BCE et de la FED



Evolution des taux d'intérêt réels



Sources : BCF, FED

Calculs BAM relatifs aux taux d'intérêt réels : taux d'intérêt nominaux déflatés par l'inflation sous-jacente et calculés avec l'indice de Fisher

Dans la zone euro, la décélération de la croissance a été plus accentuée, le PIB n'ayant progressé que de 0,9%, au lieu de 2,7% en 2007. Cette évolution, qui reflète l'affaiblissement de l'activité dans l'ensemble des pays membres, est imputable au ralentissement de la croissance de l'investissement des entreprises, qui constituait le principal moteur de l'expansion des deux années précédentes. Elle a résulté également de la faible progression de la demande des ménages, dont le pouvoir d'achat a été érodé par l'inflation et la dégradation du marché de l'emploi, le taux de chômage s'étant élevé à 7,6%. La croissance s'est ainsi chiffrée à 1,3% en Allemagne, tandis qu'elle s'est limitée à 0,7% en France. Compte tenu de sa vulnérabilité particulière à l'évolution du marché de l'immobilier, l'Espagne a vu son taux de croissance revenir de 3,7% à 1,2%. S'agissant de l'inflation dans la zone euro, elle s'est établie à 3,3% au lieu de 2,1% précédemment. L'accentuation des tensions inflationnistes au cours du premier semestre a contraint la Banque centrale européenne à relever en juillet son principal taux directeur de 25 points de base, à 4,25%. Par la suite, face à la dégradation rapide de la situation économique et financière, elle a opéré durant le

quatrième trimestre un assouplissement monétaire de grande ampleur, ramenant son principal taux directeur à 2,50% en fin d'année, et a procédé à des injections massives de liquidités pour tenter de rétablir le fonctionnement normal du marché interbancaire. Pour leur part, les gouvernements des principaux pays membres de la zone euro ont mis en place des mesures de relance, portant sur des montants qui varient entre 1,3 et 5,2% du PIB pour soutenir l'économie réelle.

La croissance au Royaume-Uni est revenue en un an de 3% à 0,7%, en relation avec la détérioration de la situation des établissements financiers, la chute de l'investissement immobilier et la forte décélération du rythme de progression de la consommation. Le gouvernement a dû intervenir pour soutenir les institutions financières en difficulté. Ainsi, trois banques ont été nationalisées, des mesures de recapitalisation des banques ont été prises et une garantie publique des dettes à court et moyen termes a été mise en œuvre. Parallèlement, la Banque d'Angleterre a poursuivi le processus d'assouplissement monétaire entamé en décembre 2007, en réduisant son principal taux directeur à cinq reprises pour le ramener de 5,50% à 2%.



Les économies émergentes d'Europe ont vu leur taux de croissance revenir de 5,4% à 2,9%. Elles se sont en effet vivement ressenties de l'affaiblissement de la demande extérieure et du resserrement des conditions de financement sur les marchés internationaux qui ont pesé sur l'investissement.

Quant à la croissance en Afrique, elle s'est établie à 5,1% au lieu de 6,2%. Ce ralentissement est lié à la baisse de la demande extérieure et à la raréfaction des flux financiers. Au niveau du Maghreb, l'activité a connu une forte reprise au Maroc, après la mauvaise campagne agricole de 2007, tandis que la croissance est restée quasi-stable en Tunisie et en Algérie.

L'évolution de l'inflation dans le monde en 2008 fait ressortir deux périodes distinctes. Au cours du premier semestre, les tensions sur les prix se sont intensifiées, l'inflation ayant atteint son niveau le plus élevé depuis la fin des années 1990 sous l'effet de la flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Malgré l'atténuation des pressions inflationnistes durant le second semestre, l'indice des prix à la consommation dans les économies avancées a progressé de 3,4%, au lieu de 2,2% l'année précédente. L'accélération de l'inflation a été plus marquée dans les pays émergents et en développement, où le taux moyen a atteint 9,3% contre 6,4% en 2007.

L'Environnement National

La croissance économique s'est élevée à 5,6% en 2008 au lieu de 2,7% un an auparavant, consécutivement à la hausse de 16,6% de la valeur ajoutée du secteur primaire et, dans une moindre mesure, à la progression des activités non agricoles, dont le rythme est, toutefois, revenu de 6% à 4,1%. En effet, la dégradation de la situation économique dans la zone euro, principal partenaire commercial du Maroc, a affecté, surtout à partir du quatrième trimestre, certaines branches industrielles dont la production est orientée principalement vers le marché européen, ainsi que les secteurs du tourisme et du transport.

Au niveau du secteur primaire, les activités agricoles ont progressé de 16,3% contre une baisse de 20,8% un an auparavant. Ainsi, la

production céréalière, de l'ordre de 51 millions de quintaux, a plus que doublé d'une année à l'autre, tandis que l'activité de la pêche a connu une hausse de 19% après une baisse de 10,1% un an auparavant. En revanche, le rythme de croissance du secteur secondaire est revenu de 6,6% à 3,6%, suite principalement à la contraction de 5,9% de l'activité des industries extractives et à la décélération de l'activité des industries manufacturières, consécutivement à la baisse de la demande étrangère. Quant aux activités tertiaires, y compris les services non marchands fournis par l'administration publique, elles ont progressé de 4,1% après la hausse de 6,1% en 2007 et ce, malgré la quasi stagnation des services liés au tourisme. Les activités du commerce et des télécommunications ont connu pour leur part une nette amélioration d'une année à l'autre.

Globalement, le PIB, estimé à prix courants à 688 milliards de dirhams, a progressé de 11,8% au lieu de 6,7% en 2007. La valeur ajoutée agricole, chiffrée à plus de 82 milliards de dirhams, a enregistré une hausse de 20,7%, tandis que celle des activités non agricoles, évaluée à 528 milliards de dirhams, s'est accrue de 12,4%.

● Secteur primaire

A la faveur de conditions climatiques relativement favorables, l'activité agricole a connu un redressement en 2008, après les faibles résultats enregistrés un an auparavant. En effet, la bonne répartition des précipitations dans le temps et dans l'espace a permis une amélioration du cumul pluviométrique moyen national et du taux de remplissage des barrages à usage agricole, dont les niveaux sont restés, certes, inférieurs à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles. Parallèlement, le secteur de l'élevage a bénéficié de l'amélioration de l'état des terrains de parcours, assurant ainsi une alimentation suffisante au cheptel, dont l'effectif s'est stabilisé à près de 25 millions de têtes. Pour sa part, la production halieutique a connu une progression de 16%, en relation avec l'amélioration des apports des pêches côtière et hauturière. Dans ces conditions, la valeur ajoutée du secteur primaire, à prix constants, a connu un



accroissement de 16,6%, après la contraction d'un cinquième en 2007 et sa part dans le PIB est passée de 12,8% à 14,1%.

● Secteur secondaire

Le secteur secondaire, qui a contribué à hauteur de 24,5% au PIB, a enregistré une progression de 3,6% au lieu de 6,6% un an auparavant. Cette décélération est attribuable au ralentissement des industries manufacturières et au repli de l'activité minière, suite essentiellement à la baisse de la demande étrangère. Industries de transformation Dans un contexte marqué par le renchérissement des matières premières, la poursuite du démantèlement tarifaire et l'entrée en récession de la zone euro, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse limitée à 1,9% au lieu de 4,6% en 2007. À l'exception des industries agro-alimentaires qui ont enregistré une amélioration, ce ralentissement résulte de la baisse de l'activité dans les industries mécaniques et métallurgiques et de celle des industries du textile et du cuir, ainsi que de la décélération de l'activité dans les industries chimiques et para-chimiques et les industries électriques et électroniques.

● Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, qui a contribué à hauteur de 50% au PIB en 2008, a marqué une progression de 4,1% après celle de 6,1% en 2007. Cette évolution est attribuable essentiellement au développement des services de communications et des activités de commerce et, dans une moindre mesure, à l'évolution des transports, les services liés au tourisme ayant baissé de 3%.

L'Environnement Bancaire et Financier

● Le secteur bancaire

Les ressources des banques, constituées pour près de la moitié de dépôts non rémunérés, n'ont progressé que de 7,6%, contre près de

26% en 2007, pour se situer à 340,2 milliards. Parallèlement, les émissions de certificats de dépôt ont plus que doublé passant d'un encours de 12,4 milliards de dirhams à près de 27 milliards de dirhams d'une année à l'autre, tandis que les émissions obligataires se sont accrues pour atteindre 6,2 milliards. Le secteur bancaire n'ayant pas eu recours au financement extérieur, l'encours de ce dernier est resté limité à 3,4 milliards de dirhams.

Pour leur part, les emplois des banques ont augmenté de près de 90 milliards pour atteindre 732,3 milliards de dirhams, consécutivement à la poursuite de l'expansion des crédits distribués. Ainsi, les financements nets accordés par le secteur bancaire ont atteint 96,7 milliards, tandis que les crédits accordés par les sociétés de financement, chiffrés à 72,6 milliards, ont enregistré un accroissement de 10,5 milliards. Les avoirs extérieurs nets de Bank Al Maghrib et des banques commerciales ont accusé, quant à elles, des baisses respectives de 6,5 milliards et de 4,6 milliards contre des hausses de 14,4 milliards et de 3,4 milliards en 2007.

● Le secteur financier non bancaire

Les ressources du secteur financier non bancaire, provenant pour l'essentiel des agents économiques privés, ont augmenté d'une année à l'autre. En effet, les compagnies d'assurances et les organismes de retraites et de prévoyance ont mobilisé 31,3 milliards au lieu de 20,3 milliards de dirhams en 2007, tandis que les dépôts auprès de la Caisse d'épargne nationale n'ont progressé que de 1 milliard.

Du côté des emplois, le secteur financier non bancaire a contribué au financement d'autres secteurs principalement à travers les souscriptions aux émissions obligataires qui se sont élevées à 13,3 milliards, contre 4,8 milliards de dirhams en 2007, et dans une moindre mesure par le biais de ses acquisitions lors des introductions en bourse, qui ont porté sur un montant de 8,7 milliards de dirhams. Les placements en titres d'OPCVM ont, en revanche, accusé un net repli d'une année à l'autre, revenant de 6,1 milliards à 270 millions de dirhams.



Le Secteur Agricole

● L'agriculture

Le déficit pluviométrique enregistré lors du démarrage de la campagne agricole 2007-2008 a été atténué par la bonne répartition des pluies durant les phases de développement des principales céréales d'automne, dont la récolte a plus que doublé, par rapport au niveau très bas de la campagne précédente, pour atteindre 51,2 millions de quintaux. Ce niveau demeure toutefois inférieur de 18,5% à la moyenne des cinq dernières campagnes. Parallèlement, la commercialisation de céréales, de juin à décembre 2008, a porté sur 11,5 millions de quintaux au lieu de 4,6 millions de quintaux. De ce fait, le volume des importations de céréales a baissé de 16%, dans un contexte international marqué par un renchérissement de ces denrées.

La production de légumineuses a progressé de 40%, atteignant près de 2 millions de quintaux, niveau toutefois inférieur de 10% à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles et celle des cultures sucrières et maraîchères a augmenté respectivement de 12,8% et de 7,1%. En outre, l'abondance des précipitations, à partir de janvier 2008, a contribué à l'accroissement de 28% de la récolte des oléagineux, celle des agrumes ayant baissé de 13,6%. S'agissant de la production d'olives, elle s'est stabilisée au même niveau de la campagne précédente.

● L'élevage

L'activité de l'élevage s'est légèrement renforcée au cours des dernières années, en faveur de la poursuite du programme de sauvegarde et de protection du cheptel mis en place en 2007, notamment à travers l'amélioration de l'approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail. Selon l'enquête effectuée par le Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime en mars et avril 2008, l'effectif

du cheptel a légèrement diminué pour s'établir à près de 25 millions de têtes, dont 68,3% d'ovins, 20,5% de caprins et 11,3% de bovins.

● La pêche

En 2008, la production halieutique a connu un redressement de l'ordre de 16%, après la contraction de 14,4% l'année précédente. Cette évolution est attribuable à la progression des prises de la pêche côtière et hauturière, consécutivement à la reconstitution des ressources en poisson pélagique et en céphalopodes. Les débarquements de la flotte côtière, chiffrés à 779.386 tonnes, ont enregistré une hausse de près de 15%, qui recouvre une progression de 16,1% et de 34,8% respectivement des prises de poisson pélagique et de céphalopodes et une baisse de 22,3% de celles de crustacés mollusques et coquillages, les quantités de poisson blanc ayant stagné. La consommation de poisson frais a absorbé 42% du total, soit le même niveau qu'en 2007, tandis que les unités de fabrication de farine et d'huile de poisson et celles de la conserve ont traité respectivement environ 33% et 16%.

De même, les apports de la pêche hauturière, estimés à 112.143 tonnes, ont augmenté de 26,8%, consécutivement à l'accroissement des débarquements de céphalopodes et de poisson pélagique.

Afin d'améliorer les performances de ce secteur, qui demeurent inférieures à ses potentialités, un programme de modernisation de la flotte de la pêche côtière et artisanale a été mis en place à la fin de 2008, pour une durée de quatre ans. Ces actions devraient bénéficier à près de 18.000 embarcations, dont la quasi-totalité relève de la pêche artisanale. Par ailleurs, l'investissement global de ce programme est évalué à 5 milliards de dirhams, auxquels l'Etat contribue à hauteur de 1 milliard.



القرض الفلاحي

CREDIT AGRICOLE



LE CAM EN 2008



Faits marquants

Activité générale

Produits et métiers du CAM





Le CAM 2008

Faits marquants

Janvier

- Gestion de la ligne de crédit : Avances sur marchés publics.

Février

- FDA : Nouvelles procédures d'octroi des aides financières de l'Etat.

Mars

- Réorganisation de l'organigramme du CAM.
- Adhésion au régime de retraite complémentaire RECORE.

Avril

- Forte présence du CAM au Salon International de l'Agriculture de Meknès, du 23 au 28 avril 2008 ;

Mai

- Présence du CAM à la 1ère journée Portes Ouvertes pour l'exposition des produits des coopératives, 8 mai 2008
- Présence du CAM au forum international «Maghreb 2030 dans son environnement euro-méditerranéen et dans la perspective de l'Union pour la Méditerranée», les 23-24 mai 2008

Juin

- Assurance Groupe Décès Invalidité Totale et Définitive du Personnel.
- Présence du CAM lors de la conférence sur la mise à niveau et le développement de la filière sucrière, 17 juin 2008
- Forte présence du CAM lors du salon international de l'alimentation et de la technologie alimentaire, du 12 au 15 juin 2008
- Présence du CAM lors du 1er salon de l'économie sociale et solidaire, du 19 au 21 juin 2008

Août

- Mise en place du Comité de Trésorerie.

Octobre

- Mesures d'accompagnement des agriculteurs pour la campagne 2008-2009.

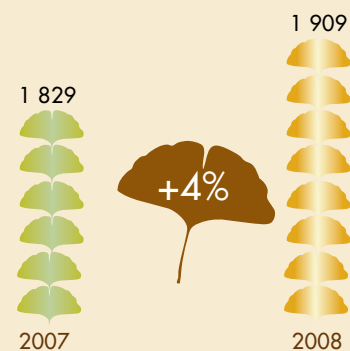
Novembre

- 1^{ère} campagne de solidarité pour la lutte contre la pauvreté.

Décembre

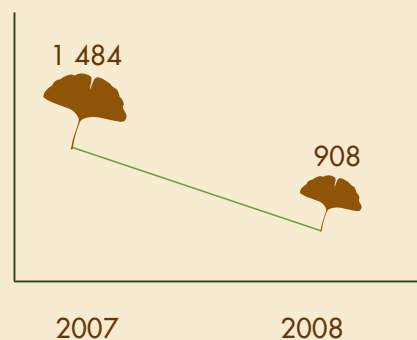
- Réorganisation des Caisses régionales, Caisses Locales et Agences Bancaires du CAM.

Activité Générale

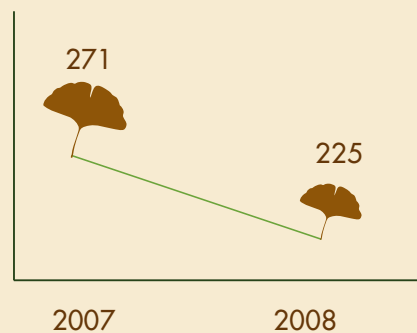
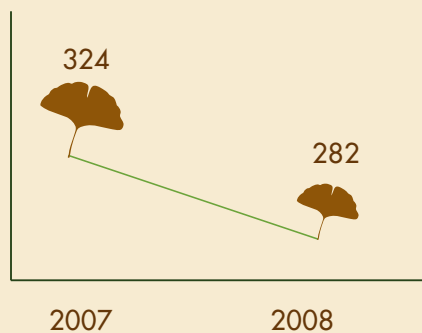


Le PNB en MDH

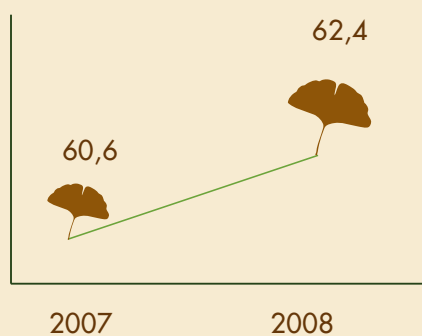
Le résultat d'exploitation en MDH



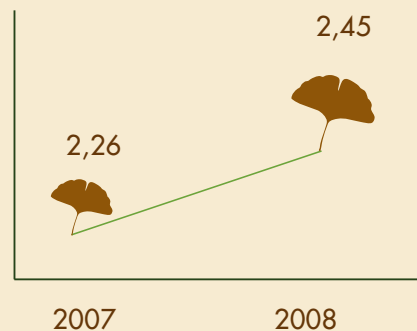
Le résultat courant généré au terme de l'exercice en MDH



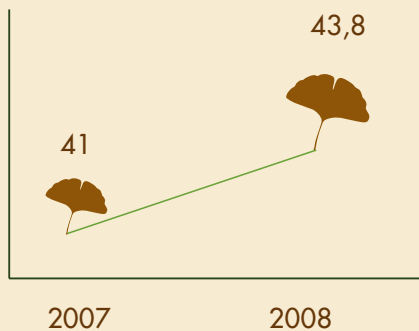
Le total bilan en Mrds



Les Fonds propres en Mrds



Les ressources clientèles en Mrds



● Ressources

- Au terme de l'exercice 2008, les ressources globales de la banque ont enregistré une croissance de l'ordre de 579 millions de dirhams, passant ainsi de 45 531 millions de dirhams au 31 décembre 2007 à 46 110 millions de dirhams à fin 2008.
- Les ressources clientèle ont poursuivi leur trend haussier au cours de l'exercice 2008. Elles ressortent ainsi à 43 760 millions de dirhams contre 41 013 millions de dirhams à fin décembre 2007. Ainsi, les dépôts clientèle ont augmenté de 2.247 millions de dirhams (+7%).
- Quant à la part des ressources clientèle dans les ressources globales, elle s'est établie, à fin décembre 2008, à 95% contre 90% à fin décembre 2007.
- Au cours de l'exercice 2008, le montant global des dettes issues des ex-bons CNCA à 1 an, s'est élevé à 1,6 milliards de dirhams. Les dettes subordonnées ont atteint 1 506 millions de dirhams contre 702 millions en 2006.
- Les emprunts extérieurs ont maintenu leur tendance à la baisse, suite aux remboursements enregistrés durant cet exercice. Ils sont de l'ordre de 859 millions de dirhams au 31 décembre 2008 contre 982 millions de dirhams au 31 décembre 2007.
- L'augmentation du volume des dépôts a été conditionnée par une revue à la hausse des taux de rémunération de ces ressources, en phase avec celle du système bancaire. Le coût des ressources s'est ainsi établi à fin 2008 à 1,87%, en léger accroissement de 5 points de base par rapport à l'exercice précédent.

● Emplois

- Les crédits à la clientèle ont enregistré un taux d'accroissement de 14%, passant ainsi de 37 048 millions de dirhams en 2007 à 42 370 millions à fin 2008, soit un additionnel de 5 322 MDH.
- Le total des crédits sains, s'est élevé, à fin 2008, à 36 341 millions de dirhams contre 30 162 millions de dirhams au 31 décembre 2007, soit une hausse de 20% ou 6 179 millions de dirhams.
- Cette progression a concerné, pour l'essentiel, les crédits à l'équipement qui ont enregistré une augmentation de l'ordre de 3745 MDH pour s'établir à 13 993 MDH contre 10 248 MDH une année auparavant, soit une hausse de 36%.
- Cela étant, le taux de couverture des créances saines par les ressources clientèle est passé de 136% en 2007 à 120% à fin décembre 2008.
- En 2008, les créances en souffrance nettes d'agios ont enregistré une baisse pour s'établir, en fin d'exercice, à 6 028 millions de dirhams contre 6 886 en 2007, soit -12%. De ce fait, la part des CES dans l'encours total des crédits a régressé en passant de 19% à 14%, suite aux efforts engagés durant l'exercice pour l'assainissement du portefeuille.
- Par ailleurs, les provisions constituées au 31 décembre 2008 pour la couverture des CES nettes d'agios réservées s'élèvent à 3 859 millions de dirhams contre 4 451 MDH en 2007, couvrant ainsi près de 64% des CES.

● Réseau

La stratégie adoptée dans le développement du maillage réseau du CAM vise à :

- Rattraper le manque de couverture dans les grandes villes à fort potentiel commercial
- Consolider le positionnement dans les périmètres urbains et périurbains
- Se développer dans les localités à fort potentiel MRE
- Décongestionner les points de vente ayant atteint un niveau de saturation

Situation réseau CAM au 31/12/2008

	RÉSEAU 2008	OUVERTURE 2008	TRANSFERT 2008
Guichets Touristiques	4		
Guichets Périodiques	12		
Agence Mobile	8		
Agence Bancaires	155	46	4
Agence Entreprises	18	2	
Centres d'affaires	3	1	
Caisses Régionales	51	2	1
Caisses locales intégrés	15		
Agences Gros débiteurs	1		
Agences du Personnel	1		
Caisses locales	108	7	2
TOTAL	376	58	7

— Réalisations sur le marché des particuliers et professionnels

Le segment des particuliers et professionnels a confirmé sa tendance haussière, sur l'ensemble des produits de la banque, exception faite du crédit à l'immobilier et Western Union. En effet, Une évolution de plus de 150% sur la production du Crédit AL Mourih à été enregistrée lors de cet exercice, mettant le point sur les efforts des équipes commerciales pour palier au retard enregistré sur le crédit immobilier.

Ces actions ont généré la production de 952 millions de dirhams de nouveaux emplois sur ce marché, pour se situer autour de 5.341 millions de dirhams, soit une hausse de 22% par rapport à l'exercice précédent.

Quant au placement de contrats de bancassurance, il a enregistré une hausse de 9% passant à 12.267 contrats en 2008.

Les ouvertures de comptes ne sont pas en reste, enregistrant 78.852 nouveaux comptes ouverts, pour 74.299 en 2007, soit une augmentation de 16%.

S'agissant des moyens de paiement, l'exercice 2008 a enregistré la livraison de 28.158 cartes bancaires au lieu de 26.867, représentant une progression de 14% par rapport à 2007.

La banque assurance, quoique timide, a enregistré une hausse de 9%, améliorant ainsi ses performances par rapport à l'exercice 2007, où elle régressé de 8% principalement sur At'tamine AL Akhdar.



Les produits et métiers du Crédit Agricole du Maroc

Gamme de produits et services

En 2008, le Crédit Agricole a diversifié sa gamme des produits et services dédiés au marché des particuliers et professionnels pour augmenter sensiblement sa part de marché. Son offre a été dynamisée par une gestion optimisée de la relation client et par une automatisation des process, notamment en matière de crédits à l'immobilier et à la consommation, produits prisés par le segment des particuliers. Par ailleurs, la palette des produits et services, dont les caractéristiques phares sont ci-après détaillées, a été conçue pour répondre aux différents besoins de la clientèle.

● Diversification de la gamme de cartes monétiques

- Carte Al Khadra

Carte bancaire utilisée dans tout le Maroc pour les retraits d'espèces dans le réseau de guichets automatiques Crédit Agricole. Associée à un compte chèque, elle offre un plus grand confort pour disposer de liquidité.

- Carte Émeraude Visa Électron

Carte bancaire utilisée dans tout le Maroc pour les retraits espèces dans le réseau de guichets automatiques Crédit Agricole et réseau national. Elle permet aussi de régler tous les achats.

- Carte Visa Classic

Carte bancaire utilisée partout au Maroc, pour les retraits d'argent et pour les paiements auprès d'un large réseau de commerçants. Associée au compte, elle simplifie la vie au quotidien.

- Carte Visa Gold

Carte bancaire haut de gamme, utilisable à l'échelle nationale, garantit une capacité de retrait et de paiement spécialement adapté aux besoins. Elle est associée à des services à savoir l'autorisation en découvert et/ou débit différé.

- Carte Visa Gold Plus

Carte bancaire haut de gamme, utilisable partout

au Maroc, offre un plus grand confort et garantit une capacité de retrait et de paiement souple spécialement adaptée aux besoins.

● Activité Bancassurance riche et accessible

- Al Akhdar retraite

C'est garantir une retraite confortable avec le meilleur taux de rendement.

- Al Akhdar Prévoyance

C'est l'offre de trois protections :

- Assurance décès invalidité totale et définitive;
- Indemnité journalière en cas d'hospitalisation;
- Indemnité Frais Funéraires.

- Secours Vert Plus et Assalama Mondial Assistance :

Des contrats d'assurance respectivement dédiés à la clientèle locale et MRE, garantissent plusieurs prestations d'assistance.

● Offre globale et personnalisée des crédits à la consommation

Une offre conçue pour répondre aux besoins et attentes par segments de clientèle des particuliers en matière de financement de projets à la consommation : Al Mourih, Mounassabat, Auto, sont offerts aux meilleures conditions de financement.

Par ailleurs, le Crédit Agricole met à la disposition de la clientèle des salariés et retraités une offre personnalisée pour faire face à des dépenses imprévues ou à des besoins de trésorerie en fin de mois, matérialisée par le contrat « Al Akhdar Mazaya » qui consiste en une avance à hauteur de 100 % du salaire ou de la pension.

● Financements diversifiés des projets à l'immobilier

En matière de crédits à l'immobilier, l'offre du Crédit Agricole couvre tous les besoins

- Assakan Al Akhdar

Financement de l'acquisition, de la construction, de l'aménagement, de la rénovation ou de l'extension d'un logement principal ou secondaire.

- **Ard Bladi**

Financement de la résidence secondaire en milieu rural permettant :

- l'acquisition d'un terrain en milieu rural pour y construire une résidence secondaire ;
- l'acquisition d'un terrain en milieu rural sur lequel est déjà édifiée une résidence;
- la construction, l'extension ou l'aménagement d'une résidence secondaire sur un terrain en propriété situé en milieu rural.

- **Sakan At Taâlim**

Crédit immobilier dédié au Personnel de l'Enseignement, adhérent à la Fondation Mohammed VI en fonction ou à la retraite.

- **Sakan Al Mabrouk / FOGARIM**

Financement de l'acquisition du logement social principal, de terrain et/ou de la construction de logement pour la population des clients à revenus irréguliers.

- **Sakan Al Istiqrar / FOGALOG- Public**

Financement offert au personnel du secteur public pour l'acquisition ou la construction du logement principal.

● **Opérations internationales et activités de marchés**

Impactées par les premières retombées de la crise internationale, les opérations de commerce extérieur au sein du Crédit Agricole du Maroc ont marqué en 2008 une stabilité en terme de volume avec une évolution de -0,2% et un volume de 15 456 millions de dirhams par rapport à fin décembre 2007.

Cette stabilité du volume est essentiellement imputable à une évolution négative du volume des opérations de crédits documentaires avec une baisse de -24% ainsi que des opérations de transferts qui ont fléchi de 6% compensées par une progression notable des opérations de refinancement en devises de l'ordre de 60%. L'engouement pour ce type de financement s'explique par les baisses conséquentes des taux d'intérêts Euribor et Libor

rendant plus avantageux pour les opérateurs de se financer en devises qu'en dirham.

Les produits générés par cette activité ont, toutefois, connu une hausse de 25% et se sont établis à 136 millions de dirhams, bénéficiant de l'évolution positive des intérêts sur refinancements en devise ainsi que des commissions sur change manuel avec des progressions respectives de 44% et 57%. Quant aux activités de marché, elles ont connu un développement important pour l'ensemble des lignes métiers :

L'activité change a connu une évolution remarquable et a dégagé un gain de change global de 33,20 millions de dirhams contre 30,50 millions en 2007 (+8,85%). Cette réalisation a été rendue possible grâce au recentrage autour de la clientèle phare et l'aboutissement de chantiers structurants importants, en particulier les mesures de libéralisation partielles du marché des changes, qui a été instaurée en fin 2007. Par ailleurs, un effort important a consisté à généraliser l'activité à toute notre clientèle qui a été ciblée par des actions de sensibilisation au risque de change. Aussi les encours des opérations de changes SPOT et TERME ont atteint un volume de 9,90 milliards de dirhams à l'import (soit 45% du volume global à l'import) et 11,90 milliards de dirhams à l'export (soit 54,70% du volume global à l'export).

Egalement présent sur le marché des titres et de la dette publique, le CAM grâce à son action sur les marchés monétaire et obligataire, a maintenu son dynamisme. En effet le CAM devenu acteur bancaire de référence sur la place, est également un opérateur incontournable du marché des taux d'intérêts au MAROC; en atteste le portefeuille Titres de placement de trésorerie atteignant 4.260 MAD Milliards, le volume traité sur le marché obligataire atteignant de 3.14 MAD Milliards et les intérêts et produits de placements interbancaires et autres titres de créances ont atteint 573 MAD Millions.

Erigées en véritable centre de revenus, les activités de marché continueront à croître grâce aux nouvelles activités de la salle des marchés



en place ou en passe d'être lancées, contribuant naturellement à l'avenir de la croissance du PNB du CAM.

●- Produits à l'international

Les moyens de paiement à l'international

- le virement simple
- la remise documentaire
- le crédit documentaire

Le financement en devise des opérations

A l'international

- le refinancement des importations
- le préfinancement des exportations
- la mobilisation des créances nées sur l'étranger

Les garanties des opérations internationales

- la lettre de garantie stand by
- l'aval

- la lettre de garantie
- le crédit d'enlèvement
- l'obligation cautionnée
- l'admission temporaire

Le cautionnement des marchés internationaux

- la caution de soumission
- la caution de restitution d'acompte avec l'étranger
- la caution définitive

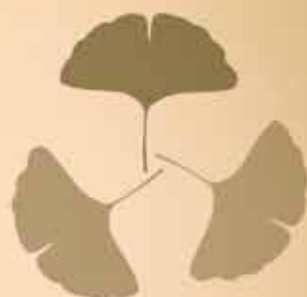
●- Produits de la salle des marchés

Les produits de change (comptant, terme et terme flexible)

Les produits de placement de trésorerie et d'investissement



LES CHANTIERS DU CAM EN 2008



Accompagnement du Plan Maroc Vert

Agro business

Le Programme phoenix/Système d'information

Le Contrôle Interne

Le Capital Humain



Accompagnement du Plan Maroc Vert

Le Plan Maroc Vert est une stratégie de relance de l'agriculture marocaine, présentée par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime en présence de SM le Roi Mohammed VI, lors des Assises de l'Agriculture, en avril 2008.

Le Plan Maroc Vert a pour objet de positionner l'agriculture comme principal moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté au Maroc, en se basant sur des stratégies différenciées selon la cible et des modèles d'agrégation innovants adaptés à chaque filière et socialement équitables.

A travers ses structures, le Groupe CAM s'est engagé dans la mise en œuvre du Plan Maroc Vert par une enveloppe de 20 milliards DHS sur 5 ans disposée de la manière suivante: 1 milliard de Dhs pour ARDI ; 5 milliards à travers la SFDA et 14 milliards à travers la Banque classique, lesquels sont répartis, conformément à la stratégie du plan Maroc Vert, sur les filières suivantes : Fruits et légumes ; Sucres et corps gras ; Lait- viandes-

Aviculture ; Céréales et légumineuses ; Pêche et Immobilier rural, Tourisme rural, activités économiques en milieu rural

Les objectifs stratégiques du CAM consistent dans le fait de rendre le secteur agricole et agro-industriel plus moderne, l'intégrer au marché mondial ainsi qu'accompagner les projets visant une meilleure valorisation des productions.

Le CAM soutient les initiatives régionales et locales structurantes et qui visent la modernisation des exploitations agricoles et l'amélioration des systèmes et conditions de production.

Il vise aussi à ce qu'il y ait une synergie entre le pôle vert et le pôle banque commerciale pour faciliter l'identification des projets, l'élaboration de convention cadre, proposition de l'offre commerciale et le suivi de réalisations.





Agro business

Réalisations agricoles et agro-business

Au terme de l'exercice 2008, Le Crédit Agricole du Maroc a consolidé sa position sur l'amont agricole et sur les segments de transformation et de commercialisation sur toute la filière aval. Le taux de progression par rapport à l'exercice précédent est de 23% pour une production moyenne d'un encours 5 milliards de DH.

Pour cette année, la part du secteur agricole et agro-alimentaire dans le total emplois CAM est de 65%, soit 25.7 milliards de DH.

L'année 2008 a été marquée par le lancement du Plan Maroc Vert au mois de novembre. Le Crédit Agricole du Maroc s'est engagé dans le cadre de ce plan pour une enveloppe de financement globale de 20 milliards de DH sur une durée de 5 ans.

Assurance Sécheresse

Le programme de garantie de la production céréalière contre la sécheresse au titre de la Campagne Agricole 2008-2009 a porté sur une superficie globale de 297 000 hectares.

Les adhésions souscrites à travers le réseau du Crédit Agricole du Maroc ont totalisées 5218 souscriptions contre 7266 en 2007-2008 (-28.21%) couvrant 61499,37 Ha soit 77,44% des superficies assurées durant cette campagne (79 412,54 Ha) et 20.70% de la superficie programmée (33.9% en 2007-2008 avec 100 710,55 Ha).

Quant aux indemnisations relatives à l'assurance sécheresse au titre de la campagne agricole 2007 - 2008, elles ont totalisé 44 millions de dirhams contre 169 millions de dirhams en 2006-2007.

Fonds de Développement Agricole

Durant l'année 2008, les réalisations financières du Fonds de Développement Agricole, subventions et primes aux investissements agricoles, ont atteint 1.528,7 millions de dirhams soit 91% du montant alloué par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

En ce qui concerne les réalisations physiques, le réseau des Caisses Régionales a distribué des subventions aval d'une enveloppe globale de 504.2 millions de dirhams. Le nombre total des dossiers s'élève à 12.884.

Quant aux subventions amont, elles s'élèvent à 117,6 Millions de dirhams pour 70 dossiers.

Les primes accordées à certains investissements agricoles sont de l'ordre de 45,5 millions de dirhams pour 2422 dossiers.

Il est à noter que les réalisations physiques concernent le premier trimestre de l'année 2008 suite à la décision conjointe du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime et du Ministère de l'Economie et des Finances, signée en date du 24/01/2008 en vertu de laquelle l'examen des dossiers des demandes d'aide financière de l'Etat, ainsi que le contrôle de réalisation des investissements correspondants sont effectués par les services compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.



Le programme phoenix/Système d'information

Les projets pilotés durant l'année 2008 rentrent essentiellement dans le cadre du programme « PHOENIX » dont le but ultime est de permettre au CAM de refondre son système d'information dans son intégralité.

En effet, durant cette année, le pilotage était focalisé sur deux types de chantiers. Les premiers consistaient à stabiliser et à consolider les réalisations de l'année 2007.

Les seconds consistaient en la mise en place de nouvelles applications, soit par des développements spécifiques ou par la mise en exploitation de progiciels.

A ce titre, nous pouvons citer :

Domaine de la comptabilité

Le progiciel « ORACLE GL » de gestion comptable et « XRDJ » l'Interpréteur comptable, qui ont été mis en production au cours de l'exercice 2007, ont été suivis et analysés au cours de l'exercice 2008 en vue d'apporter les correctifs sur les anomalies constatées.

De même que lors de cette année, un projet a été lancé et achevé afin de permettre d'arrimer « ORACLE GL » au module « BRS », destiné au traitement des déclarations et des reporting réglementaires.

Domaines des engagements

L'année 2008 marquera les annales de la banque, dans la mesure où elle permet de mettre en production avec succès le produit « EVOLAN » de gestion des engagements de la banque.

Ce palier I du projet comprend aussi la mise en place de la base « EFCB » qui, moyennant des interfaces avec notre applicatif agence permettra de regrouper tous les engagements d'un client, qu'ils soient par décaissement ou par signature.

Afin de filtrer les données en provenance du logiciel « EVOLAN », une couronne a été développée « maison » en vue de contrôler et de dispatcher les informations à destination de nos points de vente.

En vue de préparer la mise en production du progiciel « GARANTEES » un applicatif a été mis au point assurant ce qui suit :

- Une Codification des différentes garanties
- Une Collecte de ces garanties afin de pouvoir mettre à jour la base « GARANTEES ».

Domaine des opérations bancaires

En vue de permettre aux progiciels mis en production de fonctionner correctement, à savoir « ORACLE-GL » ou « EVOLAN », des développements spécifiques ont été diligentés.

A ce titre, nous pouvons citer :

- L'instauration d'une batterie de contrôles afin de véhiculer des données fiables aux progiciels mis en exploitation
- La modification des opérations de change en vue de permettre à la vacation de transférer les montants en devises et qui sont indispensables pour « ORACLE GL » pour la tenue d'une comptabilité en devises.
- La mise en place d'un référentiel client centralisé et suffisamment étoffé pour répondre au pré requis du progiciel de gestion des engagements
- Le développement par un prestataire externe d'une application centralisée de gestion des valeurs (chèque, effets, virements, ordres de prélèvement) et ce, en parfaite conformité avec les impératifs dictés par le système de télé compensation national.

Domaine du support

Cette année a été l'année du choix et de la pose des jalons pour la mise en place d'un système de gestion des ressources humaines en l'occurrence « HRACCESS ».

Le Contrôle Interne

Le Crédit Agricole du Maroc a poursuivi, durant l'année 2008, le renforcement de son système de contrôle interne. Ainsi, des dispositifs, qui s'inspirent des meilleurs standards et pratiques en matière de gestion des risques, ont été instaurés et visent la consolidation des acquis en matière de sécurité, le renforcement des structures dédiées au contrôle et le parachèvement de la mise en conformité de la Banque avec les nouvelles dispositions réglementaires.

Le raffermissement du système de contrôle interne du CAM en 2008 s'est traduit par :

1- Le renforcement des effectifs du Contrôle Interne :
L'effectif dédié aux quatre niveaux de contrôle a été renforcé en 2008 pour atteindre 149 personnes contre 118 en 2007 et 89 en 2006.

2- L'extension du plan d'intervention du Contrôle Général :

L'entrée en application de la nouvelle circulaire portant organisation du contrôle général en fin 2007 et la dotation de cette structure en moyens humains et matériels adéquats ont permis un renforcement du système de contrôle de la banque , qui s'est traduit par :

- Une augmentation du nombre de missions programmées au niveau des points de vente : 167 en 2008 contre 110 en 2007, soit un taux de progression de plus de 50 %,
- La réalisation des missions de contrôle au niveau des entités du Siège, suite à la création de la Direction du Contrôle des Métiers Support. Ces missions ont concerné plusieurs domaines d'activité de la banque : Contrôle des dépenses, Activités externalisées : cas de la Sécurité, Monétique, dématérialisation des valeurs, droits à congé et crédits immobiliers au personnel,...etc.
- La réalisation des missions de Contrôle auprès des antennes et Sièges des Filiales du CAM (ARDI, SAFACRED et HOLDAGRO)

3- Le lancement de la gestion globale des risques :

- Adoption d'une nouvelle vision de la Banque en matière de gestion globale des Risques et de la mise en place des dispositifs adéquats en matière

de surveillance, de suivi et de mesure des risques à la suite de l'organisation d'un séminaire sur la GGR, ayant traité du risque de crédit, risque de marché et risque opérationnel.

4- La refonte du dispositif du devoir de vigilance :

Les principaux chantiers lancés par la Direction de la Conformité et de la Déontologie en 2008 ont concerné :

- Dispositions du manuel des procédures :
 - Procédure de surveillance des opérations en agence,
 - Procédure de traitement des déclarations émanant des entités de la Banque et reporting réglementaires,
 - Charte du devoir de vigilance,
 - Schéma des flux pour l'entretien du dispositif de vigilance,
 - Refonte des procédures d'ouverture et de fonctionnement des comptes et de connaissance de la clientèle,
- Application interne de filtrage des opérations de la clientèle,
- Déclarations d'opérations suspectes,
- Réalisation d'actions de formation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux.

5- Refonte des procédures et des process :

L'exercice 2008, a été marqué par le lancement de la refonte des procédures, en adoptant une démarche orientée Process.

Cette nouvelle approche va permettre d'obtenir des procédures compatibles aux nouvelles exigences, constituant un pré requis pour établir la cartographie des risques opérationnels et l'industrialisation de la maîtrise des risques

Plusieurs actions ont été entreprises par le Crédit Agricole du Maroc au cours de l'année 2008, visant le renforcement du système de contrôle interne. Ces actions sont détaillées comme suit :

— L'organisation

Mise en place des modalités du fonctionnement du Directoire

Le règlement définissant les modalités d'exercice des attributions du Directoire du CAM, ainsi que

celles relatives à son fonctionnement (annexe 3), a été élaboré en avril 2008 et diffusé auprès du management de la Banque

Le règlement renferme entre autres les points suivants :

- La répartition des tâches entre les membres du Directoire ;
- Les domaines relevant du Directoire ;
- Les obligations du Directoire à l'égard du Conseil de Surveillance, des Commissaires aux Comptes, des Assemblées Générale Ordinaires et du Comité d'Audit.

Remaniement de l'organigramme du Crédit Agricole du Maroc

L'organigramme du CAM a été remanié en mars 2008 pour le rendre conforme aux objectifs suivants :

- Renforcer l'agressivité commerciale de la banque en améliorant le pilotage commercial et le support du réseau ;
- Améliorer la gestion des risques en séparant les fonctions de front office et de middle office des fonctions de back office ;
- Améliorer la qualité de service.

Le nouvel organigramme se compose de six Pôles d'activité en plus des comités, des entités et des filiales de la banque qui sont directement rattachés au Directoire (la structure organisationnelle est jointe en annexe 4).

Les principales missions de chaque Pôle d'activité sont les suivantes :

Le Pôle Développement Rural

- Conduire la politique d'intervention du CAM en milieu rural conformément aux missions principales assignées à la Banque telles qu'elles sont précisées dans l'article 3 de ses statuts.

Le Pôle Banque Commerciale

- Conduire la politique commerciale globale du CAM ;
- Appuyer les Divisions et les Directions Régionales dans la réalisation de leurs objectifs commerciaux.

Le Pôle Risques

- Contribuer à l'amélioration de la rentabilité de la Banque dans l'exercice de ses activités de crédit et de recouvrement.

Le Pôle Finance

- Doter la Banque des supports de pilotage destinés à accroître la rentabilité économique et financière ;
- Assurer la production de l'information comptable.

Le Pôle Support

- Accompagner la stratégie de développement de la Banque dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, des traitements bancaires et financiers.

Le Pôle Moyens

- Mettre à la disposition des entités de la Banque les ressources logistiques et matérielles destinées à leur permettre de réaliser les objectifs qui leur sont impartis ;

A préciser que l'organigramme mis en place en Mars 2008, est en cours de remaniement dans la perspective du lancement du plan Groupe CAM 2013 et de l'accompagnement du plan Maroc vert.

a. Bilan des réalisations du Contrôle Général pour l'exercice 2008

En 2008, la nouvelle structure du Contrôle Général mise en place en Octobre 2007, a été opérationnelle. Le plan d'action établi pour cet exercice a été réalisé presque en totalité, avec notamment :

- une amélioration de la qualité des missions effectuées,
- une couverture plus étendue des zones de risques,
- une force de proposition pour corriger les insuffisances relevées.

Le bilan des réalisations du Contrôle Général au titre de l'exercice 2008 est détaillé par Direction comme suit :

b. Direction de l'Inspection Centrale et des UCR (DICUCR) :

- Le nombre total des missions réalisées par la DICUCR durant l'année 2008 s'élève à 364 dont 61 missions approfondies, 106 missions partielles et 197 missions ponctuelles (non programmées).
- 167 missions programmées ont été réalisées en 2008, soit une augmentation de 52% par rapport à 2007 (110 MP).

c. Direction de la Veille Métiers et Audit :

Missions programmées :

Huit missions ont été programmées dans le cadre du plan d'action 2008, réparties comme suit :

- Audit de la Direction des activités de marché
- Audit de la Direction de l'International
- Audit du circuit de déclaration des créances en souffrance à BAM
- Audit du circuit de traitement des réclamations de la clientèle
- Audit du traitement fiscal (TVA, TPPRF)
- Lancement de l'activité veille métiers
- Evaluation de la gestion du risque de crédit
- Actualisation du manuel du Contrôle interne

Direction de Contrôle des Filiales et de la Mission de Service Public

Le détail des missions réalisées en 2008 est le suivant :

- Contrôle de la gestion du FDA
- Contrôle des modalités d'octroi, de réalisation des crédits et de gestion de trésorerie par les antennes de la fondation ARDI
- Contrôle des modalités de gestion par le Siège de la fondation ARDI
- Contrôle d'octroi et de réalisation des crédits par SAFACRED
- Contrôle de la gestion des participations du CAM à travers HOLDAGRO
- Contrôle des modalités d'application des instructions et normes par les antennes de la fondation ARDI

La DCFMSP a en outre élaboré un ensemble de fiches de contrôle, qui expliquent les objectifs de la mission, modalités d'intervention et les caractéristiques de missions ainsi que la nature des contrôles à effectuer. Ces fiches sont actualisées au fur et à mesure du déroulement des missions et seront à maturité, versées dans le manuel du contrôle interne dans le cadre de sa mise à jour.

Direction de l'Inspection des Métiers Support:

Les missions réalisées en 2008 sont:

- Contrôle a posteriori des dépenses
- Contrôle d'une activité externalisée : la sécurité des locaux

- Contrôle de la conformité du transfert physique et comptable du mobilier et du matériel à la fondation « ARDI »

- Contrôle de la Monétique
- Contrôle de l'automatisation des prélèvements des commissions
- Contrôle des reliquats des droits à congé de plus de 60 jours
- Contrôle des réalisations des crédits immobiliers accordés au Personnel

Secrétariat Permanent du contrôle général:

Les principales missions du SPCG pour l'exercice 2008 sont :

- Préparation de l'ordre du jour des réunions du Comité d'Audit, élaboration des PV y afférents et conservation des documents,
- Suivi des recommandations du Comité d'Audit, des auditeurs externes et des décisions du Comité du Contrôle Général et du Juridique,
- Recensement et suivi des dysfonctionnements relevés dans les rapports de mission,
- Centralisation des outils de travail (notes et circulaires CAM, circulaires et directives BAM...),
- Préparation, en collaboration avec le secrétariat du CCGJ, de l'ordre du jour de ce comité,

En outre et, conformément aux recommandations du Comité d'Audit, le SPCG a réalisé 14 missions de post évaluation. Ces missions, non prévues dans le plan d'action 2008 et réalisées pour la première fois, présentent un grand intérêt pour la banque vu leur impact sur la correction des insuffisances constatées par les missions d'inspection et sur la maîtrise des risques.

Le Capital Humain

Durant l'année 2008 la direction Centrale des Ressources Humaines a mené de front plusieurs réformes structurantes en matière de gestion des effectifs, de rémunération de modernisation du système d'information RH, de parcours professionnels et de pilotage de la fonction RH.

Ces actions inscrites dans une démarche de professionnalisme, d'écoute et de dialogue s'inscrivent dans les engagements stratégiques du CAM.

d. Faits Marquants en 2008

- Lancement du projet SIRHCAM
- Augmentation des salaires de 500 Dhs pour les classes I à IV et de 700 Dhs pour les classes V et plus
- Mise en place d'un nouveau système de rémunération

- Instauration de la prime de fin de carrière
- Régularisation de l'avancement du personnel
- Lancement du système d'appréciation du personnel
- Généralisation de l'adhésion au régime de retraite complémentaire RECORE
- Relèvement du capital maximum assuré par l'assurance Groupe Décès Invalidité du personnel de 2 millions de Dhs
- Réouverture du restaurant d'entreprise
- Renforcement des actions sociales
- Poursuite et renforcement des actions de dialogue et d'échange avec les Délégués du personnel
- Création d'une commission sociale ayant pour mission d'examiner et de traiter toute demande administrative revêtant un caractère social

Age moyen 44 ans

Taux d'encadrement
42 %

Recrutement 193

Ancienneté moyenne
17 ans

3221
Collaborateurs

Mobilité interne 500
collaborateurs

66% Hommes
34% Femmes

Promotions
réseau : 433 ;
siège : 189

Départ 83

e. Effectifs

- Effectifs du CAM en chiffres

=> 44 % ont une ancienneté de 20 ans et plus

=> 69% sont affectés au réseau

=> 48% appartiennent à la catégorie des gradés (classes III et IV)

=> 43% se situent dans la tranche d'âge de 40 à 50 ans

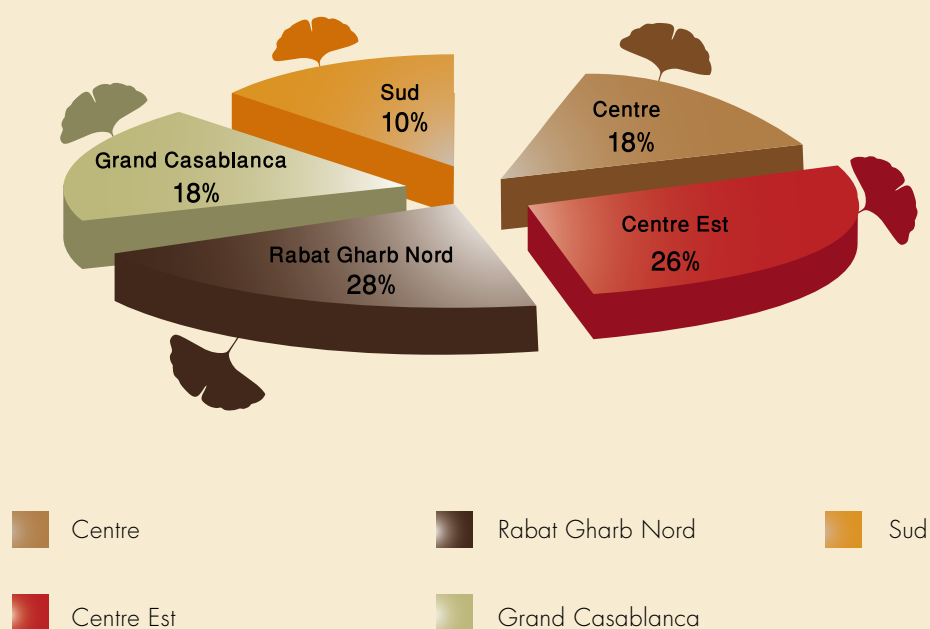
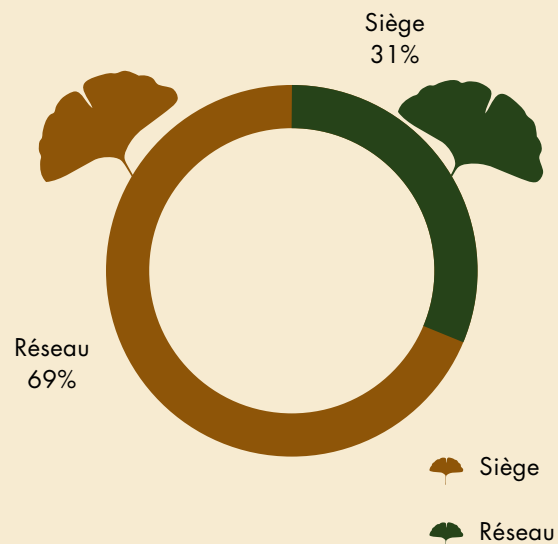
- Répartition de l'effectif

=> Siège/Réseau :

l'effectif du réseau CAM constitue les deux tiers de l'effectif total avec 2220 collaborateurs contre 1001 pour le siège.

=> Par divisions :

Les divisions de Rabat Gharb Nord et Centre Est concentrent à elles deux plus de la moitié des effectifs du réseau.



f. Projets structurants :

Le Système d'information des ressources humaines (SIRHCAM)

Le SIRHCAM est le projet de réalisation du système d'information des ressources humaines du Crédit Agricole du Maroc.

Il a été lancé le 16 janvier 2008 et il lui a été alloué un budget de 9,3 M Dhs.

Les principaux objectifs du SIRHCAM:

- Améliorer le pilotage de la fonction RH
- Optimiser les processus RH
- Mettre en place les référentiels
- Professionnaliser et partager la fonction RH

Les avancées au 31 décembre 2008 :

- Le palier I, qui contient sept fonctionnalités de la gestion administrative et sociale, est en cours de finalisation
- Le palier II, qui regroupe quatre fonctionnalités de la gestion qualitative et stratégique des ressources humaines, est en phase de recette

L'évolution des différentes phases du projets fait l'objet d'un suivi rigoureux par le biais de deux instances, un comité de suivi hebdomadaire et un comité bimensuel de pilotage.

La mise en place du SIRHCAM a été accompagnée de formations spécifiques en faveur de l'équipe technique, des utilisateurs finaux et des responsables fonctionnels.

On dénombre en 2008, 30 jours de formation étalés sur 13 séminaires.

Afin d'informer les collaborateurs du CAM de l'avancement du projet, tous les deux mois une lettre SIRH est éditée en 1000 exemplaires et distribuée au sein du réseau.

Gestion du temps et des activités (GTA)

Les objectifs de la GTA:

- Assurer la protection des collaborateurs et garantir la sécurité des locaux, des valeurs et du patrimoine du CAM
- Organiser les flux d'entrées et de sorties des collaborateurs et visiteurs
- Se hisser au niveau des meilleures pratiques de

la profession en matière de gestion de la sécurité et du contrôle d'accès

• Améliorer la gestion de la restauration collective Les avancements du projet :

• 22 sites du CAM ont été équipés, dont 7 au siège et 15 au niveau

• Distribution de 1183 cartes magnétiques individuelles (37% de l'effectif total du CAM). Ces badges permettront, entre autre, d'accéder aux différents sites équipés de matériel d'accès ainsi qu'au restaurant d'entreprise.

g. Veille, suivi et Evaluation

L'activité de veille, suivi et évaluation a pour objectif de contribuer à l'amélioration du pilotage de la fonction RH à travers le suivi des indicateurs sociaux et de l'environnement interne et externe, des meilleures pratiques en matière de management RH et de la vérification de l'adéquation des objectifs RH avec la stratégie du CAM.

Pilotage RH

Les objectifs du pilotage RH :

- Mettre à la disposition des acteurs de la gestion des ressources humaines des informations pertinentes
- Renforcer la vigilance des managers dans le domaine RH
- Contrôler, mesurer et analyser les axes de la politique RH

• Participer au développement des pratiques RH

Les outils du pilotage RH :

- Bilan Social et Tableau de Bord Social, édités en juillet et septembre 2008
- Suivi de l'activité à travers la réalisation de rapports d'activités annuels RH
- Veille RH à travers la publication d'un bulletin de veille annuel



LE RAPPORT FINANCIER



Le rapport des commissaires aux comptes

Les états de synthèse





Le Rapport des Commissaires aux Comptes

Coopers & Lybrand (MAROC) S.A.

83, avenue Hassan II
20 000 Casablanca
Maroc

Fidaroc Grant Thornton

47, Rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
Crédit Agricole du Maroc
Rabat

Rapport général des commissaires aux comptes Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joint du Crédit Agricole du Maroc comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état de soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir des capitaux propres et assimilés de KMAD 1 635 280 dont un bénéfice net de KMAD 225 435.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimation comptables raisonnables au regard des circonstances..

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles éthiques, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Agricole du Maroc au 31 Décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 08 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS & LYBRAND (MAROC) S.A.



Abdelaziz ALMECHATT
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON



Faiçal MEKOUAR A.
Associé Gérant



Liste des états

ETATS	INTITULE
A 2	Etat des dérogations
A 3	Etat des changements de méthodes
B 1	Créances sur les établissements de crédit et assimilés
B 2	Créances sur la clientèle
B 3	Ventilation des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement par catégorie d'émetteur
B 5	Détail des autres actifs
B 6	Titres de participation et emplois assimilés (rubrique 8 de l'actif)
B 7	Céances subordonnées (rubrique 9 de l'actif)
B 8	Immobilisations données en crédit-bail et en location
B 9	Immobilisations incorporelles et corporelles
B 10	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés
B 11	Dépôts de la clientèle
B 12	Titres de créance émis (rubrique 4 du passif)
B 13	Détail des autres passif
B 14	Provisions
B 15	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie (rubrique 8 du passif)
B 16	Dettes subordonnées (rubrique 9 du passif)
B 17	Capitaux propres
B 18	Engagements de financement et de garantie
B 19	Engagements sur titres (rubrique 5,6,10 et 11 de l'hors bilan)
B 20	Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés
B 21	Valeurs et suretés reçues et données en garantie
B 24	Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaie étrangère
B 25	Marge d'intérêt (rubrique 1,2,3,5,8,9,10 et 11 du CPC)
B 26	Produits sur titres de propriété (rubrique 4 du CPC)
B 27	Commissions (rubrique 6 et 12 du CPC)
B 28	Résultat des opérations de marché (rubrique 7 et 12 du CPC)
B 29	Charges générales d'exploitation (rubriques 15,16,17,18 et 19 du CPC)
B 30	Autres produits et charges
C 4	Datation et événements postérieurs



القروض الفلاحي
CREDIT AGRICOLE

Bilan au 31 décembre 2008

ACTIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 130 512	6 798 792
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 808 388	3 740 468
- A vue	271 544	668 059
- A terme	1 536 844	3 072 409
Créances sur la clientèle	38 510 564	32 596 895
- Crédits de trésorerie et à la consommation	15 753 335	13 266 905
- Crédits à l'équipement	13 992 897	10 247 659
- Crédits immobiliers	6 057 534	5 771 859
- Autres crédits	2 706 799	3 310 472
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	6 716 147	14 661 388
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 364 739	13 544 038
- Autres titres de créance	674 317	799 668
- Titres de propriété	677 091	317 682
Autres actifs	1 429 966	1 025 980
Titres d'investissement	6 817 063	
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 817 063	
- Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	93 986	51 232
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	424 132	371 985
Immobilisations corporelles	1 457 323	1 415 747
Total de l'Actif	62 388 082	60 662 487

Bilan au 31 décembre 2008

PASSIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14 068 620	14 890 357
- A vue	269 036	738 842
- A terme	13 799 584	14 151 515
Dépôts de la clientèle	43 760 419	41 013 374
- Comptes à vue créditeurs	23 928 914	24 637 102
- Comptes d'épargne	4 864 846	4 372 427
- Dépôts à terme	13 137 742	10 140 167
- Autres comptes créditeurs	1 828 918	1 863 677
Titres de créance émis		
- Titres de créance négociables		
- Emprunts obligataires		
- Autres titres de créance émis		
Autres passifs	1 110 288	2 401 003
Provisions pour risques et charges	307 250	537 122
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	12 572	70 641
Dettes subordonnées	1 506 223	702 717
Ecart de réévaluation	361 368	361 368
Réserves et primes liées au capital	479 487	479 487
Capital	2 820 513	2 820 513
Actionnaires.Capital non versé (-)	0	(350 000)
Report à nouveau (+/-)	(2 264 095)	(2 535 076)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	225 435	270 981
Total du Passif	62 388 082	60 662 487



Hors Bilan au 31 décembre 2008

HORS BILAN	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
Engagements donnés	2 834 866	2 989 654
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	670 373	887 974
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	400 000	400 000
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 764 493	1 701 681
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
Engagements reçus		
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

Compte de Produits et Charges

du 01/01/2008 au 31/12/2008

	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
	en milliers de dhs	
Produits d'exploitation bancaire	3 601 712	3 153 043
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	39 953	75 027
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 674 499	1 981 927
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	529 482	631 833
Produits sur titres de propriété	14 246	8 181
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	142 704	134 632
Autres produits bancaires	200 828	321 443
Charges d'exploitation bancaire	1 693 150	1 324 049
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	690 626	418 174
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	817 088	776 176
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	185 435	129 698
Produit net bancaire	1 908 562	1 828 994
Produits d'exploitation non bancaire	12 994	594 614
Charges d'exploitation non bancaire	16 400	1 635
Charges générales d'exploitation	999 789	948 657
Charges de personnel	569 789	528 146
Impôts et taxes	22 300	25 474
Charges externes	245 809	239 822
Autres charges générales d'exploitation	44 485	28 399
Dotations aux amortissements et aux provisions des immob. incorp et corporelles	117 406	126 817
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 113 585	2 136 803
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature	795 964	952 740
Pertes sur créances irrécouvrables	1 267 044	851 145
Autres dotations aux provisions	50 577	332 918
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 490 529	987 891
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 388 155	965 352
Récupérations sur créances amorties	9 000	-
Autres reprises de provisions	93 373	22 539
Resultat courant	282 310	324 405
Produits non courants	12 471	20 440
Charges non courantes	51 323	55 215
Resultat avant impôts	243 459	289 630
Impôts sur les résultats	18 024	18 649
Resultat net de l'exercice	225 435	270 981

Etat des Soldes de Gestion

du 01/01/2008 au 31/12/2008

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
+ Intérêts et produits assimilés	3 243 934	2 688 787
- Intérêts et charges assimilées	1 507 715	1 194 350
Marge d'intérêt	1 736 219	1 494 436
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	195 343	168 187
- Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	195 343	168 187
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	-9 894	27 751
± Résultat des opérations de change	10 198	40 733
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	304	68 484
+ Divers autres produits bancaires	71 316	163 963
- Diverses autres charges bancaires	94 620	66 077
Produit net bancaire	1 908 562	1 828 994
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	2 872	582 295
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	12 994	22 833
- Autres charges d'exploitation non bancaire	16 400	1 635
- Charges générales d'exploitation	999 789	948 657
Resultat brut d'exploitation	908 238	1 483 831
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	665 853	838 533
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-39 925	320 893
Resultat courant	282 310	324 405
Resultat non courant	(38 852)	(34 775)
- Impôts sur les résultats	18 024	18 649
Resultat net de l'exercice	225 435	270 981

Etat des Soldes de Gestion du 01/01/2008 au 31/12/2008

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
± Resultat net de l'exercice	225 435	270 981
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	117 406	126 817
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	248	4 079
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes		12 157
- Reprises de provisions	3 120	14 594
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 409	5 671
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	39	1 635
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	8 123	10 074
± Capacite d'autofinancement	329 477	385 331
- Bénéfices distribués		
± Autofinancement	329 477	385 331

Tableau des Flux de Trésorerie

du 01/01/2008 au 31/12/2008

	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
	en milliers de dhs	
1. Produits d'exploitation bancaire perçus	3 601 712	3 153 043
2. Récupérations sur créances amorties	9 000	-
3. Produits d'exploitation non bancaire perçus	25 465	615 054
4. Charges d'exploitation bancaire versées	(1 693 150)	(1 324 049)
5. Charges d'exploitation non bancaire versées	(67 723)	(56 850)
6. Charges générales d'exploitation versées	(856 519)	(719 079)
7. Impôts sur les résultats versés	(18 024)	(18 649)
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 000 761	1 649 470
Variation de :		
	1 932 081	(2 178 302)
8. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(6 588 523)	(9 183 403)
9. Créances sur la clientèle	1 085 423	(1 951 765)
10. Titres de transaction et de placement	(403 986)	425 418
11. Autres actifs	-	-
12. Immobilisations données en crédit-bail et en location	(821 737)	8 954 268
13. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 747 045	6 665 184
14. Dépôts de la clientèle	-	-
15. Titres de créance émis	(1 498 335)	1 581 606
16. Autres passifs	-	-
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(3 548 032)	4 313 006
III. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités D'exploitation (I + II)	(2 547 271)	5 962 477
17. Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18. Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 493	22 387
19. Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20. Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(218 940)	(185 562)
21. Intérêts perçus	-	-
22. Dividendes perçus	-	-
IV. Flux de Trésorerie Nets Provenant des Activités D'investissement	(216 447)	(163 175)
23. Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	(58 069)	(168 594)
24. Emission de dettes subordonnées	803 506	200 575
25. Emission d'actions	-	-
26. Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. Augmentation des capitaux propres et assimilés	350 000	350 000
28. Intérêts versés	-	-
29. Dividendes versés	-	-
V. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités de Financement	1 095 438	381 981
VI. Variation Nette de la Trésorerie (III+ IV +V)	(1 668 280)	6 181 283
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	6 798 793	617 510
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	5 130 512	6 798 793



État des Dérogations au 31 décembre 2008

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATION SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II. Dérogations aux méthodes		NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement présentation des états de synthèse	Les états de synthèse au 31 décembre 2008 sont présentés selon le modèle comptable des établissements de crédit (PCEC) entré en vigueur à compter du 1 ^{er} janvier 2000. Cette présentation résulte des retraitements et reclassements des comptes de l'ancien plan comptable (PCB) par le biais d'une matrice de passage, en attendant la mise en place de la nomenclature des comptes du PCEC.	

État des Changements de Méthodes au 31 décembre 2008

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Changement affectant les méthodes d'évaluation		NEANT
II. Changement affectant les règles de présentation		NEANT

Créances sur les Etablissements de Credit et Assimilés au 31 décembre 2008

CREANCES	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	TOTAL DÉC-2008	TOTAL DÉC-2007 en milliers de dhs
Comptes ordinaires débiteurs	4 492 159	562	3 037	1 321 571	5 817 328	6 299 489
Valeurs reçues en pension						996 028
- Au jour le jour						
- À terme						996 028
Comptes et prêts de trésorerie				304 064	304 064	2 056 216
- Au jour le jour				50 504	50 504	
- À terme				253 559	253 559	2 056 216
Prêts financiers						
Autres créances		165 627			165 627	37 223
Intérêts courus à recevoir	1 357			13 528	14 885	26 059
Créances en souffrance						
TOTAL	4 493 516	166 189	3 037	1 639 162	6 301 904	9 415 015

Créances sur la clientèle au 31 décembre 2008

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			en milliers de dhs	
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE	TOTAL DÉC-2008	TOTAL DÉC-2007
Crédits de trésorerie	<u>1 714 985</u>	<u>730 786</u>	<u>8 427 170</u>	<u>3 794 879</u>	<u>14 667 820</u>	<u>12 427 485</u>
- Comptes à vue débiteurs	1 636 890	730 786	3 031 880	2 161 192	<u>7 560 748</u>	<u>7 153 658</u>
- Créances commerciales sur le maroc	5 374	-	1 691 530	48 900	<u>1 745 804</u>	<u>905 168</u>
- Crédits à l'exportation	-	-	59 411	-	<u>59 411</u>	<u>66 816</u>
- Autres crédits de trésorerie	72 721	-	3 644 349	1 584 787	<u>5 301 857</u>	<u>4 301 843</u>
Crédits à la consommation				<u>779 103</u>	<u>779 103</u>	<u>567 008</u>
Crédits à l'équipement	<u>938 762</u>		<u>11 043 858</u>	<u>1 452 451</u>	<u>13 435 071</u>	<u>9 775 588</u>
Crédits immobiliers			<u>3 116 575</u>	<u>2 794 163</u>	<u>5 910 738</u>	<u>5 752 968</u>
Autres crédits	-	-	211	537 413	<u>537 624</u>	<u>875 588</u>
Créances acquises par affacturage				-	-	-
Intérêts courus à recevoir				<u>1 011 034</u>	<u>1 011 034</u>	<u>763 374</u>
Créances en souffrance	<u>102 486</u>	<u>0</u>	<u>1 906 240</u>	<u>160 449</u>	<u>2 169 175</u>	<u>2 434 884</u>
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises	102 486		1 906 240	160 449	<u>2 169 175</u>	<u>2 434 884</u>
TOTAL	<u>2 756 233</u>	<u>730 786</u>	<u>24 494 054</u>	<u>10 529 491</u>	<u>38 510 564</u>	<u>32 596 895</u>

Ventilation des Titres de Transaction et de Placement et des Titres d'Investissement par Catégorie d'Émetteur au 31 décembre 2008

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	ÉMETTEURS PUBLICS	EMETTEURS PRIVÉS		en milliers de dhs	
			FINANCIERS	NON FINANCIERS	ENCOURS TOTAL 31/12/2008	ENCOURS TOTAL 31/12/2007
Titres cotés	12 410 242	-	704 795	418 173	13 533 210	14 661 388
Bons du trésor et valeurs assimilées	12 181 801	-	-	-	12 181 801	13 544 038
Obligations	-	-	13 100	418 173	431 273	474 535
Autres titres de créance	155 544	-	87 500	-	243 044	529 147
Titres de propriété	72 897	-	604 195	-	677 091	113 667
Titres non cotés	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	12 410 242	0	704 795	418 173	13 533 210	14 661 388



Détail des Autres Actifs au 31 décembre 2008

ACTIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
instruments optionnels achetés		
opérations diverses sur titres		
débiteurs divers	<u>579 380</u>	<u>408 114</u>
sommes dues par l'état	464 886	310 661
sommes dues par les organismes de prévoyance		
sommes diverses dues par le personnel	2 263	2 765
divers autres débiteurs	112 231	94 688
valeurs et emplois divers	<u>120 854</u>	<u>5 287</u>
comptes de régularisation	<u>718 677</u>	<u>601 523</u>
créances en souffrance sur opérations diverses	<u>11 056</u>	<u>11 056</u>
TOTAL	1 429 966	1 025 980

Titres de Participation et Emplois Assimilés au 31 décembre 2008

	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	PROVISIONS	VALEUR COMPTABLE NETTE
BANK AL AMAL	5 096	-	5 096
Fonds de soutien Bank Al Amal	250	-	250
DAR ADDAMANE	548	104	443
AFREXIMBANK	4 727	-	4 727
SONADAC	16 565	6 738	9 827
HOLDAGRO	9 875	-	9 875
FRUMAT	14 499	14 499	-
MAROC SERVICE INTERMEDIATION	1 000	188	812
WORLD TRADE CENTER	-	-	-
C/C WORLD TRADE CENTER	-	-	-
INTERBANK	1 403	-	1 403
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	10 000	687	9 313
MAROCLEAR	464	-	464
LAITERIE DU NORD	750	402	348
AGRO CONCEPT	330	288	42
SUNABEL	311	3	308
SOGETA	300	300	-
S N D E	100	100	-
SONACOS	50	-	50
COMAPRA	8	8	-
CMM	200	54	146
FIROGEST	250	-	250
FONDS INVESTISSEMENT ORIENTAL	2 688	-	2 688
SAFACRED	30 000	-	30 000
SMAEX	356	-	356
SAFABOURSE	5 274	-	5 274
AGRAM INVEST	1 000	-	1 000
IGRANE	11 109	-	11 109
REGIONAL GESTION	180	-	180
SWIFT	23	-	23
TOTAL GÉNÉRAL	117 356	23 370	93 986

Immobilisations Incorporelles et Corporelles au 31 décembre 2008

NATURE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS										en milliers de dhs
	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	RECLAM- SEMENTS	MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES	CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE	
Immobilisations incorporelles	420 865	65 367	-	-	486 231	48 880	13 220	-	62 100	424 132	
- Droit au bail	9 159	2 820	-	-	11 979	-	-	-	-	11 979	
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	411 706	62 547	-	-	474 252	48 880	13 220	-	62 100	412 153	
- Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	2 170 018	153 573	7 684	7 688	2 308 218	754 271	104 186	7 562	850 895	1 457 323	
- Immeubles d'exploitation	1 072 143	8 224	-	-	1 080 367	164 192	27 855	-	192 047	888 320	
. Terrain d'exploitation	187 043	324	-	-	187 367	-	-	-	-	187 367	
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	881 486	7 900	-	-	889 386	164 192	27 855	-	192 047	697 339	
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	3 614	0	-	-	3 614	-	-	-	-	3 614	
- Mobilier et matériel d'exploitation	518 773	29 555	7 684	-	540 644	381 061	42 881	7 562	416 380	124 264	
. Mobilier & Matériel de bureau d'exploitation	180 078	10 078	-	-	190 156	136 775	8 572	-	145 347	44 809	
. Matériel Informatique	270 449	13 279	-	-	283 728	196 311	26 732	-	223 044	60 684	
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	51 034	-	7 684	-	43 349	39 299	5 177	7 562	36 914	6 435	
. Autres matériels d'exploitation	17 213	6 198	-	-	23 411	8 676	2 400	-	11 076	12 336	
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	259 886	48 179	-	-	308 064	158 133	28 135	-	186 268	121 796	
- Immobilisations corporelles hors exploitation	249 930	5 776	-	7 688	248 017	50 885	5 315	-	56 200	191 818	
. Terrains hors exploitation	69 226	63	-	-	69 289	-	-	-	-	69 289	
. Immeubles hors exploitation	103 157	1 800	-	7 688	97 268	33 060	5 315	-	38 375	58 893	
. Mobilier et matériel hors exploitation	16 623	1 803	-	-	18 426	12 602	0	-	12 602	5 824	
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	60 924	2 110	-	-	63 034	5 223	0	-	5 223	57 811	
Immobilisations en cours	69 286	61 839	-	-	131 125	-	-	-	-	131 125	
TOTAL	2 590 883	218 940	7 684	7 688	2 794 450	803 150	117 406	7 562	912 995	1 881 455	

Dettes Envers les Établissements de Crédit et Assimilés au 31 décembre 2008

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC				en milliers de dhs	
	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
Comptes ordinaires créditeurs			200 370		200 370	471
Valeurs données en pension		10 199 452			10 199 452	9 537 640
- Au jour le jour						379 992
- À terme		10 199 452			10 199 452	9 157 648
Emprunts de trésorerie		<u>996 198</u>			<u>996 198</u>	<u>1 308 657</u>
- Au jour le jour						300 000
- À terme		996 198			996 198	1 008 657
Emprunts financiers	10 905	1 653 506		854 368	2 518 779	3 962 772
Autres dettes		134 454	38		134 492	32 100
Intérêts courus à payer				19 329	19 329	48 717
TOTAL	10 905	12 983 610	200 408	873 697	14 068 620	14 890 357

Dépôts de la Clientèle

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			TOTAL DÉC-08	en milliers de dhs
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES «NON FINANCIÈRES»	AUTRE CLIENTÈLE		TOTAL DÉC-07
Comptes à vue créditeurs	6 434 943	1 919 611	5 287 068	10 279 580	<u>23 921 203</u>	<u>24 625 833</u>
Compte d'épargne				4 854 628	<u>4 854 628</u>	<u>4 365 201</u>
Dépôts à terme	2 123 820	4 001 997	2 063 406	4 810 915	<u>13 000 137</u>	<u>10 003 968</u>
Autres comptes créditeurs			490 744	1 338 174	<u>1 828 918</u>	<u>1 863 676</u>
Intérêts courus à payer				155 532	<u>155 532</u>	<u>154 696</u>
TOTAL	8 558 763	5 921 608	7 841 218	21 438 829	43 760 418	41 013 374

Détail des Autres Passifs au 31 décembre 2008

PASSIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-08	DÉCEMBRE-07
Instruments optionnels vendus		
Opérations diverses sur titres	<u>16 152</u>	<u>9 805</u>
Créditeurs divers	<u>399 470</u>	<u>522 330</u>
Sommes dûes à l'état	192 498	200 102
Sommes dûes aux organismes de prévoyance	27 217	23 149
Sommes diverses dûes au personnel	5 645	11 761
Sommes diverses dûes au actionnaires et associés	9 069	9 069
Fournisseurs de biens et services	24 724	19 131
Divers autres créditeurs	140 317	259 118
Comptes de régularisation	<u>694 666</u>	<u>1 878 664</u>
Créances en souffrance sur opérations diverses		
Total	1 110 288	2 401 003

Provisions

PROVISIONS	en milliers de dhs				
	ENCOURS 31/12/2007	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2008
Provisions, déduites de l'actif, sur:	4 899 133	808 856	1 449 346	96 577	4 355 220
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	4 451 440	795 964	1 388 155	-	3 859 249
Titres de placement	8 734	12 644	58 071	83 292	46 599
Titres de participation et emplois assimilés	25 122	248	2 000	-	23 370
Titre d'investissement	-		1 120	13 284	12 165
Immobilisations en crédit-bail et en location	-				-
Autres actifs	413 837				413 837
Provisions inscrites au passif	537 121	50 329	90 254	-189 946	307 250
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 150		-	-21 150	-
Provisions pour risques de change	87 577	4 067	27 272	-	64 373
Provisions pour risques généraux	29 098		1 203	102 326	130 220
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires			-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	399 296	46 261	61 779	-271 122	112 657
Provisions réglementées			-	-	-
TOTAL GENERAL	5 436 254	859 185	1 539 599	-93 369	4 662 470

Dettes Subordonnées au 31 décembre 2008

en milliers de dhs

MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS (1)	TAUX	DURÉE (2)	CONDITION DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ (3)	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE (OU CONTREVALEUR EN KDH)	en milliers de dhs			
							DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)
Dirhams	400 000			10		400 000				
Dirhams	100 000			10		100 000				
Dirhams	200 000			10		200 000				
Dirhams	800 000			10		800 00				
Total	1 500 000					1 500 000				

Capitaux Propres au 31 décembre 2008

en milliers de dhs

CAPITAUX AU PROPRES	ENCOURS 31/12/2007	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2008
Ecart de réévaluation	361 368	-	-	361 368
Réserves et primes liées au capital	479 487	-	-	479 487
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	479 487	-	-	479 487
Capital	2 470 513	-	-	2 820 513
Capital appelé	2 820 513	-	-	2 820 513
Capital non appelé	-350 000	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	(2 535 076)	270 981	-	(2 264 095)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	270 981	-	-	225 435
TOTAL	1 047 274	270 981	-	1 622 709

Engagements de Financement et de Garantie au 31 décembre 2008

	en milliers de dhs	
	ENCOURS AU DÉC-08	ENCOURS AU DÉC-07
• Engagements de financement et de garantie donnés	3 278 624	2 989 654
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	<u>670 373</u>	<u>887 974</u>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer	670 373	887 974
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	<u>400 000</u>	<u>400 000</u>
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garantie de crédits donnés	-	-
Autres cautions, avals et garantie donnés	400 000	400 000
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	<u>2 208 251</u>	<u>1 701 681</u>
Garantie de crédits données		
Cautions et garanties données	1 715 186	996 583
Autres cautions, avals et garantie donnés	493 065	705 098
Engagements en souffrance		
• Engagements de financement et de garantie reçus	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouverture de crédit documentaire confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

Opérations de Change à Terme et Engagements sur Produits Derivés au 31 décembre 2008

TITRES	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		en milliers de dhs
	31/12/08	31/12/07	
Opérations de change à terme	<u>1 487 939</u>	<u>1 720 072</u>	
Devises à recevoir	224 889	73 274	
Dirhams à livrer	218 337	72 687	
Devises à livrer	530 537	777 339	
Dirhams à recevoir	514 177	796 772	
Dont swaps financiers de devises			
Engagements sur produits dérivés			
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt			
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			
Engagements sur marchés réglementés de cours de change			
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change			
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments			
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments			
TOTAL	1 487 939	1 720 072	

Valeurs et Sûretés Reçues et Données en Garantie au 31 décembre 2008

en milliers de dhs

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS	MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	0		

en milliers de dhs

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	MONTANTS DES DETTES OU DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 199 452		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	10 199 452		

Ventilation du Total de L'actif, du Passif et de L'hors Bilan en Monnaie Étrangère au 31 décembre 2008

	en milliers de dhs	
	DÉC-08	DÉC-07
BILAN	MONTANT	MONTANT
Actif :	1 665 417	2 723 647
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	26 254	45 497
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	1 639 163	2 678 150
Créances sur la clientèle		
Titres de transaction et de placement et invest		
Autres actifs		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
Passif :	2 460 583	2 958 320
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 775 034	2 278 495
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
Dépôts de la clientèle		
Titres de créance émis	685 549	679 824
Autres passifs		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Hors bilan :		
Engagements donnés		
Engagements reçus		

Marge d'Intérêts au 31 décembre 2008

	DÉCEMBRE-08	en milliers de dhs DÉCEMBRE-07
Intérêts perçus	3 282 970	2 688 787
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	39 953	75 027
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 674 499	1 981 927
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	568 519	631 833
Intérêts servis	1 507 715	1 194 350
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	690 626	418 174
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	817 088	776 176
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Marge d'intérêts	1 775 256	1 494 436

Produits sur Titres de Propriété au 31 décembre 2008

CATEGORIE DES TITRES	TOTAL 31/12/2008	en milliers de dhs TOTAL 31/12/2007
Titres de placement		0
Titres de participation	14 246	8 181
TOTAL	14 246	8 181

Commissions

au 31 décembre 2008

COMMISSIONS	en milliers de dhs	
	ENCOURS AU DÉCEMBRE-08	ENCOURS AU DÉCEMBRE-07
Commissions perçues :	<u>219 334</u>	<u>196 724</u>
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle (1)	23 991	28 537
sur opérations de change	-	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	6 825	14 578
Commissions sur fonctionnement de compte	37 219	33 799
sur moyens de paiement	55 167	45 542
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	-	-
sur autres prestations de service	43 493	40 713
Commissions sur opérations de change	52 639	33 555
Commissions versées	-	-
sur opérations avec les établissements de crédit (2)	-	-
sur opérations avec la clientèle	-	-
sur opérations de change	-	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
sur moyens de paiement	-	-
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	-	-
sur autres prestations de service	-	-

Résultat des Opérations de Marché au 31 décembre 2008

	en milliers de dhs	
	DÉC-08	DÉC-07
PRODUITS ET CHARGES	MONTANT	MONTANT
Produits	91 119	132 105
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus value de cession sur titres de placement	21 680	90 132
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	58 071	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	11 368	41 973
Charges	90 815	63 621
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	77 000	54 193
Etalement de la prime d'investissement	39 037	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	12 644	8 188
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	1 170	1 240
RESULTAT	304	68 484

Charges Générales D'Exploitation au 31 décembre 2008

en milliers de dhs

CHARGES	DÉC-08	DÉC-07
	MONTANT	MONTANT
Charges de personnel	<u>569 789</u>	<u>528 146</u>
Dont salaires & appointements	101 354	110 452
dont charges d'assurances sociales	43 573	37 492
dont charges de retraite	62 964	54 003
dont charges de formation	9 276	8 715
dont autres charges de personnel	352 622	317 483
Impôts et taxes	<u>22 300</u>	<u>25 474</u>
Taxes urbaines & taxes d'élidité	6 543	7 330
Patente	12 651	15 280
Autres impôts & taxes	3 105	2 864
Charges externes	<u>245 809</u>	<u>239 822</u>
- Loyers de crédit-bail et de location	32 136	24 338
- Frais d'entretien et de réparation	39 856	47 233
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	25 417	13 950
- Transports et déplacements	32 810	35 012
- Publicité, publications et relations publiques	15 955	18 933
- Autres charges externes	99 635	100 356
Autres charges générales d'exploitation	44 485	28 399
Dotations aux amortiss. Et aux provisions des immob. Incorporelles et corporelles	117 406	126 817
Total des charges générales d'exploitation	999 789	948 657

Autres Produits et Charges au 31 décembre 2008

en milliers de dhs

	DÉC-08	DÉC-07
	MONTANT	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
Autres produits bancaires	200 828	321 443
- Gains sur titres de transaction	0	0
- Plus-values de cession sur titres de placement	21 680	90 132
- Produits sur opérations de change	64 007	75 528
- Divers autres produits bancaires	57 070	155 782
Reprises de provision sur dépréciations des titres de placement	58 071	0
Autres charges bancaires	185 435	129 698
- Charges sur moyens de paiement	-	-
- Cotisation au fonds de garantie	78 163	58 920
- Charges opération de change	1 170	1 240
- Moins values sur cession de titres	77 000	54 193
- Autres charges	16 457	7 157
- Provisions sur titres	12 644	8 188
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
Produits d'exploitation non bancaire	12 994	594 614
Dont plus values de cession d'immobilisation	2 409	577 452
Dont subventions reçues	8 123	10 328
Dont autres produits non bancaires	2 462	6 834
Charges d'exploitation non bancaire	16 400	1 635
Charges sur valeurs et emplois divers	16 361	0
dont moins values de cession d'immobilisation	39	1 635
AUTRES CHARGES		
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 113 585	2 136 803
AUTRES PRODUITS		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 490 529	987 891
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non courants	12 471	20 440
Charges non courantes	51 323	55 215



Datation et Événements Postérieurs

- Date de clôture (1)	31/12/08
- Date d'établissement des états de synthèse (2)	16/03/09

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS
- Favorables	Néant
- Défavorable	Néant

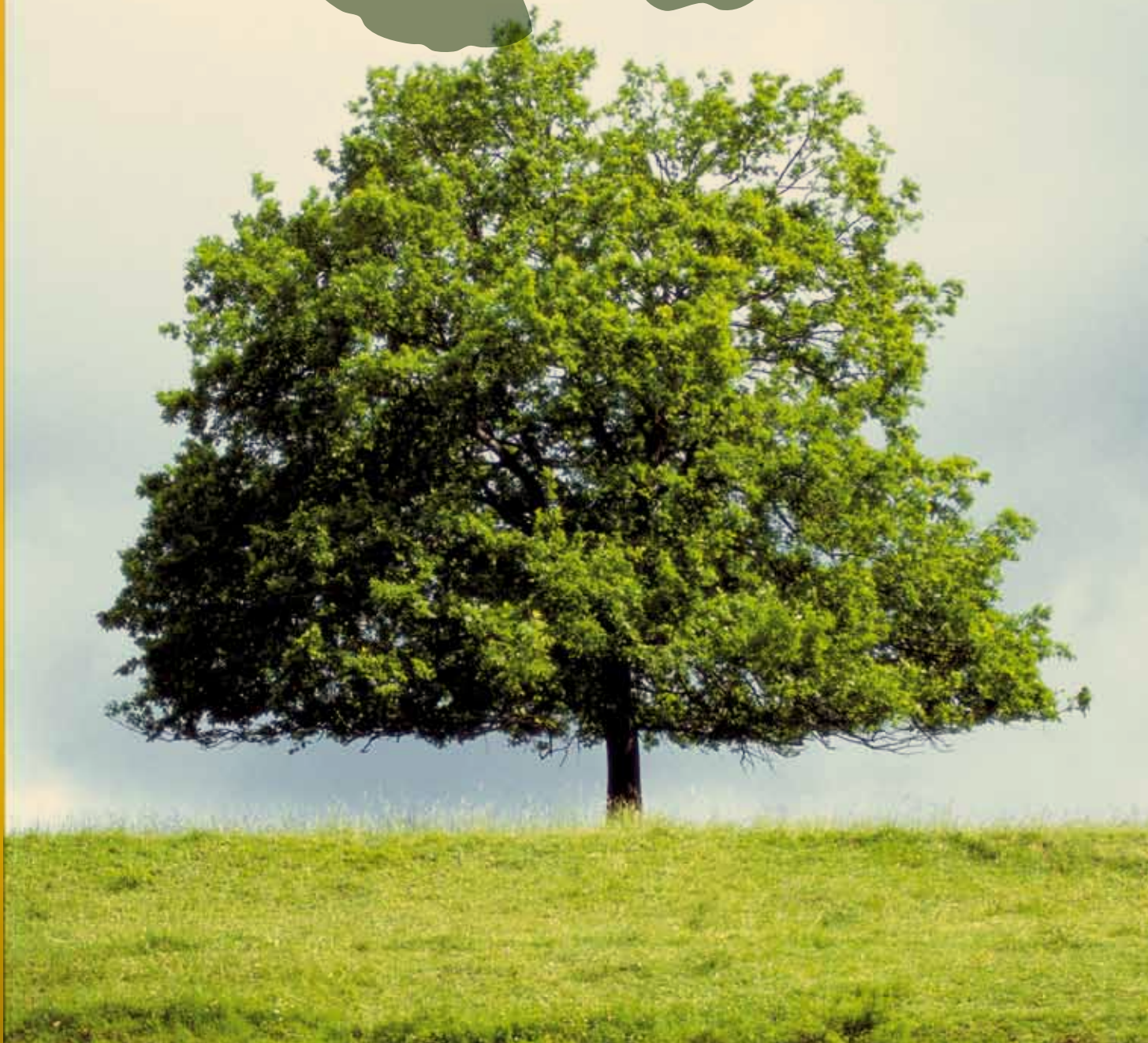
Autres États

CODE ÉTAT	ÉTAT	
B7	Créances subordonnées	Néant
B8	Immobilisations données en crédit bail avec option d'achat et en location simple	Néant
B12	Titres de créances émis	Néant
B19	Engagements sur titres	Néant

LE RÉSEAU



Réseau Crédit Agricole du Maroc



Agences Bancaires

ENTITÉ	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
AG GRAND COMPTE	28 Rue abou fariss al marini		
AGADIR	PLACE GUAGIN IMM, METQAL		
Agadir Hassan 1	93 Av rassan 1 cité dakhla agadir	05 79 82 50 09	05 28 21 57 42
Agadir Hassan 2	Av hassan 2	05 28 84 25 25	05 28 84 21 01
Agadir la corniche	hotel tamellalt, zone balnéaire agadir	05 28 84 36 55	05 28 94 34 71
Agadir port	Ancien port	05 28 84 28 11	05 28 84 38 11
Agadir salam	160, angle quartier el houda et quartier salam	05 28 32 06 11	05 28 32 06 01
Ait melloul	Bd, Hassan 2 , imm, bicha-route de tiznit	05 28 24 62 77	05 28 24 62 79
Aknoul	14, quartier al massira, lotissement al fath, aknoul	05 35 27 70 20	05 35 27 70 08
Azilal	av, hassan 2	05 23 45 82 47	05 23 45 80 23
beni n'sar	port beni n'sar	05 36 60 86 68	05 36 60 86 60
ben tayeb	bd, driss 1, ben tayeb centre (province de nador)	05 36 40 19 46	05 36 40 19 48
beni mellal zaytoun	84, bvd mohamed 5 benni mellal		
Boumalne Dadès	Av. Mohammed V	05 24 83 02 39	05 24 83 01 21
Berkane Allaymoune	Angle bd mohammed V et rue Mly Youssef	05 36 23 09 55	05 36 23 09 99
Bouskoura	Bouskoura centre	05 22 59 23 87	05 22 26 64 55
Bouznika Centre	Angle av. Hassan II et rue El Arab	05 37 74 54 37	05 37 74 53 57
Casa akid al allam	av, akid al allam, lot n °20 sidi othman casablanca		
Casa Al Khalil	402-404- et 406 Bd Al Khalil, Hay Moulay, Abdellah Ain Chok, Casablanca	05 22 21 26 40	05 22 21 26 28
Casa Avenue du Phare	124, av. du Phare, Bourgonne	05 22 26 64 33	05 22 26 64 39
Casa Bandoeng	1, place Bandoeng	05 22 44 82 31	05 22 44 03 93
Casa Bernoussi Baamrane	46, Bd Baamrane, Quartier Tarik Sidi Bernoussi-Casa	05 22 76 77 44	05 22 76 77 39
Casa Bnou Hilal	3, rue Bnou Hilal, Casablanca	05 22 39 36 64	05 22 39 36 68
Casa Derb Omar	150, av. Mohammed VI	05 22 44 49 55	05 22 44 50 37
Casa El Fida	10, rue Derb El Foukara	05 22 28 95 33	05 22 83 33 40
Casa Gros Débateurs	place bandoeng		
Casa Hay Hassani	64, bd Afghanistan	05 22 93 34 00	05 22 90 31 06
Casa Hay Mohammedi	160, bd de la grande ceinture	05 22 60 21 73	05 22 61 41 84
Casa II Mars	323, av. du II mars	05 22 28 04 09	05 22 28 77 92
Casa Maârif	114, bd Yacoub El Mansour	05 22 99 23 88	05 22 99 23 90
Casa Marché de	837, Marché de Gros - Sidi Othman	05 22 57 77 10	05 22 57 77 46
Casa Médiouna	138, lot Tissir	05 22 33 82 09	05 22 33 86 59
Casa Médiouna Mohammed VI	493, bd Mohammed VI	05 22 80 38 86	05 22 81 07 15
Casa Oasis	Bd Abderrahim Bouabid, angle rue Allamtouni	05 22 25 45 28	05 22 25 44 14
Casa Okba Bnou Nafi	28, lot Tacharouk, Route Ben Slimane	05 22 71 85 82	05 22 71 85 88
Casa oued dahab	n ° 61 et 63 bvd oued dahab quartier sbata		
Casa Oulfa	Bd Oued Moulouya	05 22 90 97 05	05 22 90 96 95



Casa oulfa chahdiya	rond point Chahdia, Hay Oulfa		
Casa oum rbia	bvd, oum rbi lot l'union hay oulfa		
Casa Port	Bd des Almohades	05 22 30 94 71	05 22 30 25 63
Casa Qods	Bd S, n° 64, Lotissement Al Hamidia n° 7, Al Qods	05 22 75 90 64	05 22 75 90 52
Casa Sidi Othmane	946, av. du Commandant Driss El Harti	05 22 38 08 46	05 22 38 02 61
Casa Tarik El Kheir	188, rue 9, Avenue Mbarek Ben Boubker Hammadi, Sidi Bernoussi-Casa	05 22 76 76 87	05 22 76 75 23
Casa Tour Atlas	Tour Atlas, place Zellaka	05 22 30 14 29	05 22 30 53 32
Casa Twin	Angle rue Dawud Addahri et rue Chartes - Maârif	05 22 99 17 93	05 22 99 18 46
Casa Zerktoni	44, bd Zerktoni	05 22 29 35 07	05 22 29 34 03
Chichaoua GAB	Centre des Travaux n° 12/07, quartier administratif	05 24 35 30 03	05 24 35 31 05
Dakhla	Av. Ahmed Ben Chakroune, imm. Chaimaa - Massira II	05 28 93 17 58	05 28 93 17 57
Dar Old Zidouh	202, lotissement Al Fellah, Dar Ouled Zidouh	05 23 46 52 20	05 23 46 54 71
Dcheira	imm,choukri,bd bir anzarane	05 28 27 34 24	05 28 27 34 31
El Kalaa	53, Quartier El Mers, Bd Youssef Bnou Tachfine, Route de Béni Mellal El Kelaa des Sraghna	05 24 41 02 65	05 24 41 10 82
El Hajeb	1, av. Hassan II	05 35 54 31 09	05 35 54 37 80
Erfoud	130, av. Mohammed V	05 35 57 67 35	05 35 57 67 62
Errachidia	av,mly ali chérif, b.p 51		
Essaouira	Hay Lalla Amina	05 24 47 27 03	05 24 47 27 02
Fès Atlas	3, rue Abou Taïeb Moutanabi	05 35 65 87 56	05 35 65 83 19
Fès Bensouda	15, av. de l'Ecole Bensouda Centre	05 35 65 52 33	05 35 65 52 15
Fès Bouremmana	2, av. Mly hicham, route d'Imouzzet	05 35 65 67 74	05 35 65 67 43
Fès Narjiss	Angle av. Qaraouiyyine et Namae, quartier Narjiss	05 35 65 78 34	05 35 65 78 73
Fès Place de Florence	Immeuble MAMDA, Place de Florence	05 35 65 07 85	05 35 65 07 86
Fès Riad	Lot 194/193, Quartier Bel Air, Route Sidi Hrazem n° 320, Fès	05 35 61 97 22	05 35 61 97 21
Fès Route Sefrou	252, angle bd Mly Rachid et El Wafaa, route de Sefrou	05 35 61 45 34	05 35 61 45 88
Fès Saâda	Bd Saint Louis, El Adarissa - Route Ain Chkeff	05 35 61 14 09	05 35 61 13 77
Fkih Ben Salah	167, bd Hassan II	05 23 43 65 85	05 23 43 64 57
Guelmim	187, place Bir Anzarane	05 28 87 23 01	05 28 87 28 10
Guelmim Ben Tachfine	Angle bd Hassan II et rue Youssef Ben Tachfine	05 28 87 21 99	05 28 87 28 03
Had Soualem	249, Lotissement El Wahda, Route d'ELJadida, Had Soualem	05 22 96 43 29	05 22 96 43 48
Ifrane	3, Resid Alakhawayne, rue Al Barid, Hay Riad, Ifrane	05 35 56 71 03	05 35 56 71 71
Imintanout	Route d'Agadir - Sidi Ali Ishaq	05 24 45 20 65	05 24 45 14 87
Imzouren	225, bd Casablanca, province d'El Hoceima	05 39 80 56 10	05 39 80 56 12
Inezgane	101, av. Mohammed V	05 28 83 41 98	05 28 83 86 79
Inezgane	Angle Av Mohamed V et rue n° 618 - Amougay Dcheira	05 28 27 04 13	05 28 27 04 47
Inezgane Kasbah	Angle rue de la Kasbah et av. Mohammed V	05 28 83 45 39	05 28 33 26 54
Kalaat M'Gouna	60, av. Mohammed V	05 24 83 61 62	05 24 83 63 91
Kénitra Bab Fès	Angle av. Mohammed V et rue 151	05 37 38 27 44	05 37 38 23 07
Kénitra Maâmora	Rue Elizabeth	05 37 37 86 71	05 37 36 75 66



Kénitra Saknia	145, bd Massira Al Khadra	05 37 38 42 07	05 37 38 42 00
Khouribga Zellaqa	71, bd Zellaqa	05 23 49 60 44	05 23 49 60 41
khouribga nahda	rue bouarfa		
Larache	56, Av khalid ibn walid		
marrakech addoha	magasin n°8, projet forum doha sud, route agadir		
Marrakech Allal El Fassi	Imm. Frej, av. Allal El Fassi	05 24 31 34 99	05 24 31 34 86
Marrakech Bab Doukkala	2, av. Hassan II, imm. des Habous	05 24 44 85 11	05 24 44 84 49
Marrakech Bab Ennakhil (A)	Lot Azzohour 2, Madkhal Ennakhil n°11, route de Fès	05 24 32 86 94	05 24 32 99 04
Marrakech Daoudiate (A)	Av. Allal El Fassi, imm. Ben Abderrazik, n°1A et 2A	05 24 30 14 38	05 24 30 13 95
Marrakech Gueliz	92, bd. Zerktouni	05 24 43 71 69	05 24 43 04 32
Marrakech jamae lefna	75, rue bab agnaou		
Marrakech Med V	15, av. Mohammed V	05 24 42 16 01	05 24 42 16 02
Marrakech Gare			
M'diq	Bd lalla nezha		
Meknès Med V	22, bd Mohammed V, imm. Sentissi	05 35 52 34 86	05 35 52 34 75
Meknès Zitoune	39, bd Abdelkrim Khattabi	05 35 45 13 13	05 35 45 13 14
Midar	Bd Hassan II, Midar Centre	05 36 36 58 33	05 36 36 57 90
Mohammedia Al Alia	12, rue Mokhtar Soussi Hassania - El Alia	05 23 32 78 43	05 23 31 04 13
Mohammedia hassan 2	av, hassan 2, résidence demnat, quartier parc		
Nador Hassan II	130, bd Hassan II	05 36 60 39 91	05 36 60 65 71
Nador Méditerranée	39, route principale de Touima	05 36 32 02 44	05 36 32 02 47
Nador Mohamed VI	488, Angle Bd Mohamed VI et rue Chabab	05 36 60 33 12	05 36 60 58 14
Nador al wahda	nador route de zghanghan		
Oualidiya	hay moulay abdessalam, route regionale n °301, oualidiya		
Ouarzazate Med V	12, av. Mohammed V	05 24 88 42 47	05 24 88 42 50
Oujda Angad	1, bd Allal El Fassi, Bloc 63	05 36 70 33 00	05 36 70 29 29
Oujda Al Fath	Angle Bd Allal fassi et rue F1 Hay Al Wafaa	05 36 74 69 80	05 36 74 69 45
Oujda Isly	96, bd M'barek El Bekkay, route de Taza	05 36 51 03 62	05 36 51 74 42
Ooujda Mohmed V	Angle Bd Med V et Rue Amina Berhilia-Oujda	05 36 68 82 13	05 36 68 27 83
Oujda Med Derfoufi	92, bd Mohammed Derfoufi	05 36 69 19 52	05 36 68 35 82
Oujda Zaitoune	3, Angle Bd Abderrahim Bouabid et rue A9	05 36 74 15 79	05 36 74 15 48
Ouled Teïma	Angle av. Mohamed V et av. Al Houria	05 28 52 18 02	05 28 52 18 28
Outat El Haj	Rue de la Mosquée	05 35 59 20 45	05 35 59 23 98
Rabat Agdal	33, av. Al Abtal	05 37 77 48 74	05 37 77 48 58
Rabat agence personnel	2, av d'alger		
Rabat Al Kifah	9, av. Al Kifah, cité Yacoub Al Mansour	05 37 29 56 30	05 37 29 56 51
Rabat Annaba	11, rue Annaba	05 37 76 62 60	05 37 76 62 86
Rabat El Menzeh	963, av. Marche Verte, Hay El Menzeh	05 37 28 29 37	05 37 28 29 42



Rabat Espace Bank	Angle av. Allal Ben Abdellah et av. Abou Fariss Al Marini	05 37 26 23 23	05 37 26 23 25
Rabat Fal Ould Oumeir	67, av. Fal Ould Oumeir	05 37 68 34 49	05 37 68 35 30
Rabat Hassan II	Angle av. Hassan II et Maghreb El Arabi	05 37 73 36 17	05 37 73 35 03
Rabat Hay Ryad	Centre Commercial Ryad 1, Secteur 21, Bloc D	05 37 71 24 36	05 37 71 24 37
Rabat Mahaj Ryad	Imm. 9 , Magasin n° 5 , Complexe Mahaj Ryad	05 37 56 62 62	05 37 56 62 63
Rabat Mabella	31, av. Tadla	05 37 75 34 61	05 37 75 34 79
Rabat Nahda	382, angle rue Ourika et Béni Jaber Hay Nahda	05 37 75 79 20	05 37 75 79 21
Rabat Océan	69, av. Abdelkrim El Khattabi, Rabt	05 37 72 01 07	05 37 20 25 97
Rabat Y. El Mansour	6, av. Assalam - C.Y.M	05 37 69 43 14	05 37 69 43 15
Rhafsai	121, av. Hassan II	05 35 69 90 29	05 35 69 94 03
Rich	47, place Mohammed V	05 35 58 91 14	05 35 36 82 61
Rissani	place marche verte, rissani centre		
Route de Tiznit	Imm. Bicha, route de Tiznit	05 28 24 62 77	05 28 24 62 79
Saidia	26, Avenue Hassan II, Saidia	05 36 59 51	05 36 62 59 43
Sala Al Jadia	26, Angle Av Atlas et Av Bellevue Baytis, Mag 365, Sala Al Jadida-Salé	05 37 53 49 31	05 37 53 49 33
Salé Tabriquet	4, av. Mohammed V, imm. Ammor, Tabriquet	05 37 86 59 59	05 37 86 17 68
Salé Karia	2, angle av. Moulay Rachid et Moulay Youssef - El Karia	05 37 82 87 30	05 37 82 87 77
Salé Route de Kénitra	7, Imm 6, Résidence Nada	05 37 87 70 61	05 37 31 02 71
Settat Hassan II	27, av. Hassan II	05 23 72 11 82	05 23 72 11 80
Tanger Assaâda	13, rue de Belgique	05 39 93 36 11	05 39 93 36 28
Tanger Hollande	113, rue de Hollande	05 39 33 29 29	05 39 94 96 04
Tanger Mohammed V	18, bd Mohammed V	05 39 94 12 93	05 39 94 46 07
Tanger Port	Port de Tanger	05 39 93 05 42	05 39 93 05 30
Tata	avenue mohamed 5, tata centre		
Taza My youssef	Bd Moulay Youssef, Imm. Mabrouka	05 35 67 20 80	05 35 67 20 69
Tamesna	Centre Commercial Tamesna, local n°2, Ville Tamesna,	05 37 61 91 97	05 37 61 96 09
Témara Mohammed V	23, lotissement Melk Allah, av. Mohammed V	05 37 64 11 80	05 37 64 11 83
Témara Wifak	Lotissement Al Wifak, Secteur II, Lot n° 2127	05 37 64 56 04	05 37 64 56 05
Tétouan El Hamama	Av. Hassan II, Place la Colombe, Tétouan	05 39 70 35 68	05 39 70 35 64
Tétouan M'diq	Bd Lalla Nezha	05 39 66 32 02	05 39 66 32 03
Tétouan Saniat Rmel	4, angle av. Abdelkhalek Torrès et rue de Kénitra	05 39 97 20 38	05 39 97 24 53
Tétouan Sidi Mandri	22, av. Sidi Mandri	05 39 96 71 76	05 39 96 68 65
Tiflet	Bd Mohammed V	05 37 51 41 31	05 37 51 23 23
Tikiouine	30, secteur A, lotissement zaitoune		
Tinghir	Av. Mohammed V Adiss Nighir	05 24 83 56 09	05 24 83 56 89
Tiznit	9, place Al Yousseoufia	05 28 60 17 62	05 28 60 17 63
Yousseoufia	84, Bd Bir Anzarane	05 24 64 62 47	05 24 64 66 22
Zagoura	Av. Mohammed V	05 24 84 70 60	05 24 84 89 96
Zghenghen	146, 148 blv med 5, zghenghen		

Agences Entreprise

ENTITÉ	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Agadir kettani	Av, Général el Kettani		
banimellal	Av, med 5, im lagouira		
Berrechid	Av. Moulay El Hassan	05 22 33 73 07	05 22 33 71 69
Casa ain sebaa	km, 7500 route de rabat ain sebaa		
Casa Abdelmoumen	52, bd Abdelmoumen	05 22 25 23 25	05 22 25 74 76
Casa Ba Hmad	Angle bd Ba Hmad et rue Rahal Ben Ahmed	05 22 40 84 93	05 22 40 85 10
Casa lalla Yacout	80, av lalla yacout		
Casa Zénith (Sidi Maârouf)	Espace sans pareil, lot Taoufik Immeuble 20-22	05 22 78 61 93	05 22 78 61 72
Centre d'Affaires Al Massira	181, bd Al Massira Casablanca	05 22 98 73 12	05 22 99 06 79
Centre d'Affaires Annakhil	26, avenue Annakhil, espace les palmiers Rabat	05 37 56 62 87	05 37 71 30 76
Centre d'Affaires Casa Mers Sultan	14, Avenue Mers Sultan, Casa	05 22 26 64 71	05 22 64 66
El jadida	24, av hassan 2		
Fès	17, Angle av, egypte et lvd lalla hasna		
Kénitra	384, av. Mohammed V - Imm. A , Rés. El Aghar	05 37 37 93 28	05 37 37 92 32
laâyoune	av de la mecque, b,p 382		
Marrakech Med V	Av. Mohammed V, Gueliz	05 24 43 63 73	05 24 42 04 76

Agences Entreprise

ENTITÉ	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Agadir	Av Général Kettani, B,P 160	05 28 84 02 87	05 28 84 09 63
Ait Mellol	Bd Hassan 2 Ait Mellou	05 28 24 19 45	05 28 24 73 65
Al Hocema	95, bd Mohammed 5	05 39 98 25 21	05 39 98 48 16
Azrou	Av hassan 2 ahadaf	05 35 56 22 70	05 35 56 22 62
Ben Ahmed	Angle Bd Moulay abdellah et Rue Lalla Amina	05 23 40 80 10	05 23 40 80 14
Ben Guerir	Av Mohammed 5, B,P 34	05 24 31 84 70	05 24 31 84 11
Beni Mellal	Av Hassan 2, B,P 4	05 23 48 34 16	05 23 48 39 60
Ben Slimane	Angle, av des F,A,R et Av Oued zem	05 23 29 10 92	05 23 29 15 32
Berkane	95, Av moulay Abdellah B,p, 40	05 36 61 34 13	05 36 61 37 85



Berrechid	Av Moulay El Hassan	05 22 33 73 07	05 22 33 71 69
Chefchaouen	Place Outa hammam	05 39 98 67 74	05 39 98 66 69
Chemaia	Imm, SMB, Av de la Marche Verte	05 24 46 80 08	05 24 46 81 98
El Hajeb	Av Mohammed 5, B,P 179	05 35 54 34 55	05 35 54 34 76
El Jadida	24, Av Hassan 2	05 23 34 24 16	05 23 34 47 81
El Kelaa Sraghna	Place Grou, B, 173		
Fes	40, Av Abdellah Benchechrone	05 35 65 17 48	05 35 62 18 81
Fkih,B,Salah	angle Yacoub El Mansour et Rue Mauritanie	05 23 43 53 30	05 23 43 56 05
Guercif	Place de l'Armée Royale	05 35 67 55 31	05 35 67 61 39
Karia Ba Med	Av Saâdiyine	05 35 62 81 61	05 35 62 84 21
Kasba Tadla	Angle Bd Zerktouni et Rue Tarik Ibnou Ziad	05 23 41 87 36	05 23 41 87 50
Kenitra	Angle Av.Mohammed V et rue Diouri	05 37 36 32 24	05 37 36 22 12
Khemisset	Bd Mohammed V	05 37 55 70 88	05 37 55 70 90
Khenifra	Bd, de la Mache Verte	05 35 58 64 30	05 35 58 62 30
Khouribga	35, Av Moulay Youssef	05 23 56 24 36	05 23 56 18 74
Ksar El Kebir	Av 20 Août, B.P 82	05 39 91 88 34	05 39 91 82 72
Larache	5, Rue Zerktouni	05 39 91 23 45	05 39 91 21 98
Marrakech	Av Mohammed V, Gueliz	05 24 44 75 42	05 24 44 61 75
Meknes	Av Kifa ville nouvelle	05 35 52 21 28	05 35 52 30 45
Midelt	Quartier administratif route Errachidia	05 35 58 33 70	05 35 58 33 71
Missour	Bd Hassan II	05 35 58 52 41	05 35 58 54 89
Nador	Place de la Marche Verte, B.P 31	05 36 33 03 07	05 36 60 61 02
Oued Zem	11, Rue Marrakech	05 23 41 62 51	05 23 40 08 69
Oujda	Angle Bd Derfoufi et Rue de Berkane, B.P 12	05 36 68 39 48	05 36 68 48 16
Ouled Teima	Av Mohammed V	05 28 52 68 17	05 28 52 77 68
Rommani	Rommani Centre, Lot 152	05 37 51 62 87	05 37 51 63 65
Safi	Bd Mohammed V, B.P 213	05 24 62 25 62	05 24 62 14 30
Sale	Av Ben Hassan Ouazzani, Hay Salam	05 37 80 33 46	05 37 80 51 60
Sefrou	111, Rue Amir Abdelkader	05 35 66 01 09	05 35 68 38 60
Settat	13, Bd Hassan II	05 23 40 07 26	05 23 40 34 83
Sidi Bennour	3, Cité Kamal Route Had Aounate	05 23 34 92 70	05 23 34 92 76
Sidi Kacem	Rue 11, n° 2, Quartier Administratif	05 37 59 21 67	05 37 59 21 82
Souk Sebt	Av Bir Anzarane	05 23 43 09 57	05 23 43 08 53
Tanger	104, Rue de Fès	05 39 93 77 71	05 39 93 82 14
Taounate	Bd Al Massira, B.P 28	05 35 62 71 19	05 35 62 72 14
Taourirt	Bd My Abdellah route Debdou	05 36 69 41 63	05 36 69 89 66
Taroudant	Quartier Administratif, Mhaïta	05 28 85 23 84	05 28 85 28 04
Taza	Av Guassou Oumeddah	05 35 67 23 27	05 28 85 28 04
Temara	Av Mohammed V	05 37 74 00 73	05 37 74 77 91
Tetouan	4, Av des FAR	05 39 99 72 10	05 39 99 72 12

Caisses Locales

ENTITÉ	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Aghbala	Rue du Souk	05 23 51 01 69	05 23 51 01 69
Agourai	Bd la Marche Verte, route de Meknès	05 35 43 01 33	05 35 43 01 34
Ahfir	Bd Mohammed V	05 36 62 95 63	05 36 62 95 61
Aïn Aouda	Centre	05 37 74 80 97	05 37 74 85 94
Aïn Aïcha	Centre	05 35 76 92 20	05 35 76 92 19
Aïn Beni Mathar	Complexe commercial Aïn Beni Mathar	05 36 65 90 42	05 36 65 93 36
Ain Dorrij	Route nationale Fès-Ouazzane, Caidat Terouale, Centre	05 37 90 76 94	05 37 90 76 91
Aïn Taoujdate	Av. Ibn Sina - Centre	05 35 44 12 22	05 35 44 12 23
Ait Ishak	Hay Ennahda, av. Mohamed V	05 35 39 98 02	05 35 39 97 99
Aït Ourir	Centre	05 24 48 00 35	05 24 48 05 24
Aklm	8, lotissement Saâda	05 36 63 41 13	05 36 63 41 08
Al hocima	95, bd, mohamed 5		
Amizmiz	Quartier administratif	05 24 45 40 15	05 24 45 48 41
Asilah	Place Mohammed V	05 39 41 71 12	05 39 41 73 52
Attaouia	Lotissement Badou - Centre	05 24 23 50 85	05 24 23 58 18
Azemmour	241, av mohamed 5		
Azilal	avenue hassan 2		
Azrou	Route de Khénifra, quartier administratif	05 35 56 21 98	05 35 56 21 98
Ben Ahmed	7, rue El Hansali	05 23 40 83 04	05 23 40 83 04
Beni Mellal	8, quartier administratif	05 23 48 34 79	05 23 42 36 32
Béni Mellal Zaitoune	84, Bvd Mohamed V	05 23 48 15 35	05 23 48 15 23
Benidrar	Av. Hassan II	05 36 65 03 02	05 36 65 03 01
Benslimane	Angle av. des FAR et Oued Zem	05 23 29 10 92	05 23 29 10 92
Berkane	Angle rue Oued Draâ et Beirout, Hay Al Massira	05 36 61 46 10	05 36 61 55 70
Berrechid	Av. Moulay El Hassan	05 22 53 44 33	05 22 33 71 69
Biougra	Av. Hassan II, Imm HIDA Centre	05 28 81 98 91	05 28 81 98 90
Bouarfa	Angle boulevardhassan 2, blvmohamed 4, b,p 110		
Boufekrane	112, Lot. Tarek, route d'lfrane	05 35 43 62 65	05 35 43 62 67
Boujaad	Place Mohammed V	05 23 41 40 06	05 23 41 49 81
Boujniba	4, Boulevard Mohamed V	05 23 57 08 36	05 23 57 08 41
Boulmane	Av. Hassan II	05 35 58 40 40	05 35 58 44 81
Bouznika	204, bd Bir Anzarane	05 37 74 30 80	05 37 74 56 26
Bzou	Av. Mohammed V	05 23 46 60 83	05 23 46 61 38
Chefchaouen	Place Outa Hammam	05 39 98 60 43	05 39 98 66 69
Chemaia	Imm. AMB, av. la Marche Verte	05 24 46 80 08	05 24 46 81 98
Dar El Gueddari	Bd Med V, Centre	05 37 31 02 70	05 37 31 02 71
Demnate	Bd Mohammed V, Demnate	05 23 50 60 73	05 23 50 81 93
Drrouch	178, av. Hassan II	05 36 36 71 92	05 36 36 60 61



El Aïoun	9, rue Bir Anzarane	05 36 69 31 11	05 36 69 27 50
El Brouj	Bd Mohammed V	05 24 23 07 26	05 24 23 00 26
El Gara	50, av. Hassan II	05 22 33 30 32	05 22 32 21 79
El Jadida	138, bd Abou Chouaib Doukali	05 23 34 20 27	05 23 37 39 15
El Kbab	Av. Hassan II	05 35 39 40 35	05 35 39 41 51
El Kelaa des Sraghna	53, Quartier El Mers, Bd Youssef Bnou Tachfine, Route de Béni Mellal	05 24 41 02 65	05 24 41 10 82
El Ksiba	Rue de la Marche Verte	05 23 41 50 69	05 23 41 59 77
El Menzel	Bâtiment Menbaâ El Ouafaa, av. Mohammed V, El Menzel	05 35 66 71 19	05 35 66 72 73
Essaouira	hay lalla amina		
Errachidia	av moulay ali chrif		
Fès	2, rue 11, Hay Lamsallah Bendebab	05 35 70 20 61	05 35 70 20 56
Fkih Ben Salah	Av. Yacoub Al Mansour	05 23 43 54 33	05 23 43 22 62
Guelmim	187, place bir anzarane		
Had Belfaâ	Imm. Dakousi, Had Belfaa centre	05 28 20 94 46	05 28 20 94 41
Had Bradia	Lotissement Sanabil, lot n° 11	05 23 47 98 82	05 23 47 98 79
Had Kourt	Av. Hassan II	05 37 89 99 63	05 37 89 97 38
Had Soualem	21, lotissement Sahal, route El Jadida	05 22 96 47 67	05 22 96 47 74
Jemaa Shaim	Av. Mohammed V	05 24 64 20 36	05 24 64 25 14
Jorf El Melha	Centre Jorf El Melha, route Barrage Al Ouahda	05 37 99 01 06	05 37 99 00 26
Kariat Arekmane	Cercle Louta	05 36 36 07 25	05 36 36 07 27
Kariat ba mohammed	av saadiyine		
Kénitra	162, rue Mohammed Diouri	05 37 37 47 68	05 37 37 89 73
Khemis Sahel	Khemis Sahel centre	05 39 52 91 11	05 39 52 91 10
Khémis Zemamra	Av. Hassan II	05 23 34 60 91	05 23 36 67 51
Khénichat	Boulevard Hassan II, route Jorf El Melha, Khénichat Centre	05 37 99 85 97	05 37 99 85 99
Khémisset	374, Bd Mohammed V	05 37 55 28 07	05 37 55 28 85
Khénifra	2, rue 4, cité de la Mosquée	05 35 58 62 57	05 35 58 63 39
Ksar El Kébir	Av. du 20 Août	05 39 91 89 25	05 39 91 82 72
Lalla Mimouna	Centre	05 37 44 05 33	05 37 44 08 06
Larbaa Aounate	Route Had Oulad Frej	05 23 38 00 30	05 23 38 09 47
loudaya	loudaya		
Machraa belksiri	Av, bir anzarane imm, laasal		
Meknès	Complexe Oualili - Sidi Saïd	05 35 53 30 98	05 35 53 30 97
Midelt	Rue Al Makbara	05 35 58 23 93	05 35 58 23 93
Missour	Bd hassan 2		
Mont Aroui	273, bd Hassan II	05 36 36 36 19	05 36 36 10 03
Moulay Bouazza	Route Oued Zem - Centre	05 35 39 50 14	05 35 39 54 10
Moulay Bouselham	Lot EL Habouss, n°202	05 37 43 22 81	05 37 43 22 45
M'rirt	5, av. Mohammed V	05 35 39 00 09	05 35 39 05 64
Nador	Place de la Marche Verte	05 36 60 70 97	05 36 60 61 02



Ouaouizerth	Centre	05 23 44 20 32	05 23 44 23 80
Ouarzazate	12, av mohamed 5		
Oued Amlil	9 complexe immobilier commercial	05 35 27 48 60	05 35 27 48 59
Oued Laou	Av. Hassan II	05 39 67 09 78	05 39 67 09 78
Oued Zem	Angle Bd Med V et Rue Ibnou Toumart	05 23 41 08 68	05 23 41 08 69
Ouezzane	84, rue Lalla Zouaoua, Haddadine	05 37 90 72 75	05 37 90 77 96
Oujda	angle bd derfoufi et rue berkane, b,p 12		
Ouled Abbou	Av. Hassan II	05 23 71 02 71	05 23 71 04 37
Ouled Amrane	4, av. Ibn Battouta, Cercle Sidi Bennour	05 23 35 67 64	05 23 34 64 83
Ouled Berhil	Imm. Aït Mouisse, route Taroudant	05 28 53 19 95	05 28 53 19 94
Ouled frej	C,m,v had ouled frej		
Ouled Mbarek	Bd 20 août - Centre	05 23 46 17 51	05 23 46 17 52
Ouled Saïd	Centre	05 23 72 34 56	05 23 72 17 33
Ouled teima	av mohamed 5		
Ouled Yaich	Lotissement Al Banafsaje, Ouled Yaich - Béni Mellal	05 23 51 60 03	05 23 51 60 04
Oulmès	Centre	05 37 52 31 64	05 37 52 35 72
Rommani	Quartier administratif	05 37 51 61 38	05 37 51 62 90
Safi	Rue Al Moutanabi - Rahat Rih	05 24 46 34 69	05 24 46 31 24
Salé Hay Karima	45, lot Frougi sghir	05 37 85 28 60	05 37 85 28 61
Sebt El Guerdane	Imm. Chouikh, Hay Sefssaf - Route agadir	05 48 54 03 98	05 48 54 03 99
Sebt Gzoula	Route d'Essaouira	05 24 64 03 39	05 24 64 03 47
Settat	107, place Mohammed V	05 23 40 28 55	05 23 40 30 55
Sidi Allal Tazi	Centre	05 37 31 91 59	05 3731 92 39
Sidi Bennour	Av. des FAR	05 23 35 92 22	05 23 34 91 98
Sidi Hajjaq	Bd Mohammed V	05 23 71 50 84	05 23 71 52 99
Sidi kacem	47, rue 4, nouveau quartier	05 37 59 06 86	05 37 59 06 87
Sidi Slimane	2, av. Hassan II, Bloc D	05 37 50 26 47	05 37 50 54 39
Sidi Smail	Imm. Soujda - Route de Safi	05 23 36 20 57	05 23 36 21 80
Sidi Yahia	2, av. Mohammed V	05 37 30 00 32	05 37 30 00 08
Skhirat	6, lot Maatouka	05 37 74 22 61	05 37 74 22 59
Skhour R'Hamna	Av. Mohammed V	05 24 36 60 36	05 24 36 61 79
Souk Larbaa	Angle Bir Anzarane et Abdelmoumen Ben Ali	05 37 90 24 92	05 37 90 26 57
Souk Sebt	46, rue El Hansali	05 23 47 19 44	05 23 43 02 54
Tahala	Bd Atlas	05 35 67 80 44	05 35 67 81 86
Tahanaout	Route Aït Ourir, quartier administratif	05 24 48 40 28	05 24 48 40 26
Taliouine	Av. Hassan II	05 28 53 40 94	05 28 53 43 73
Talsint	Place de la Marche Verte	05 35 78 14 28	05 35 78 11 29
Tamellalt	Lot El Jadida - Centre	05 24 23 40 66	05 24 23 42 55
Taounat	Bd Al Massira Taounat		
Targuiste	9, Bd des FAR - Centre ville	05 39 80 83 42	05 39 80 83 47
Tiflet	Quartier administratif	05 37 51 26 72	05 37 51 04 41
Taroudant	quartier administratif, mhaita		
Tissa	Quartier Dakhla	05 35 68 00 33	05 35 68 03 83
Zaio	17, rue Sidi Othmane	05 36 33 81 85	05 36 33 83 22
Zaouiet Cheikh	Bd Mohammed V	05 23 51 96 64	05 23 51 96 75



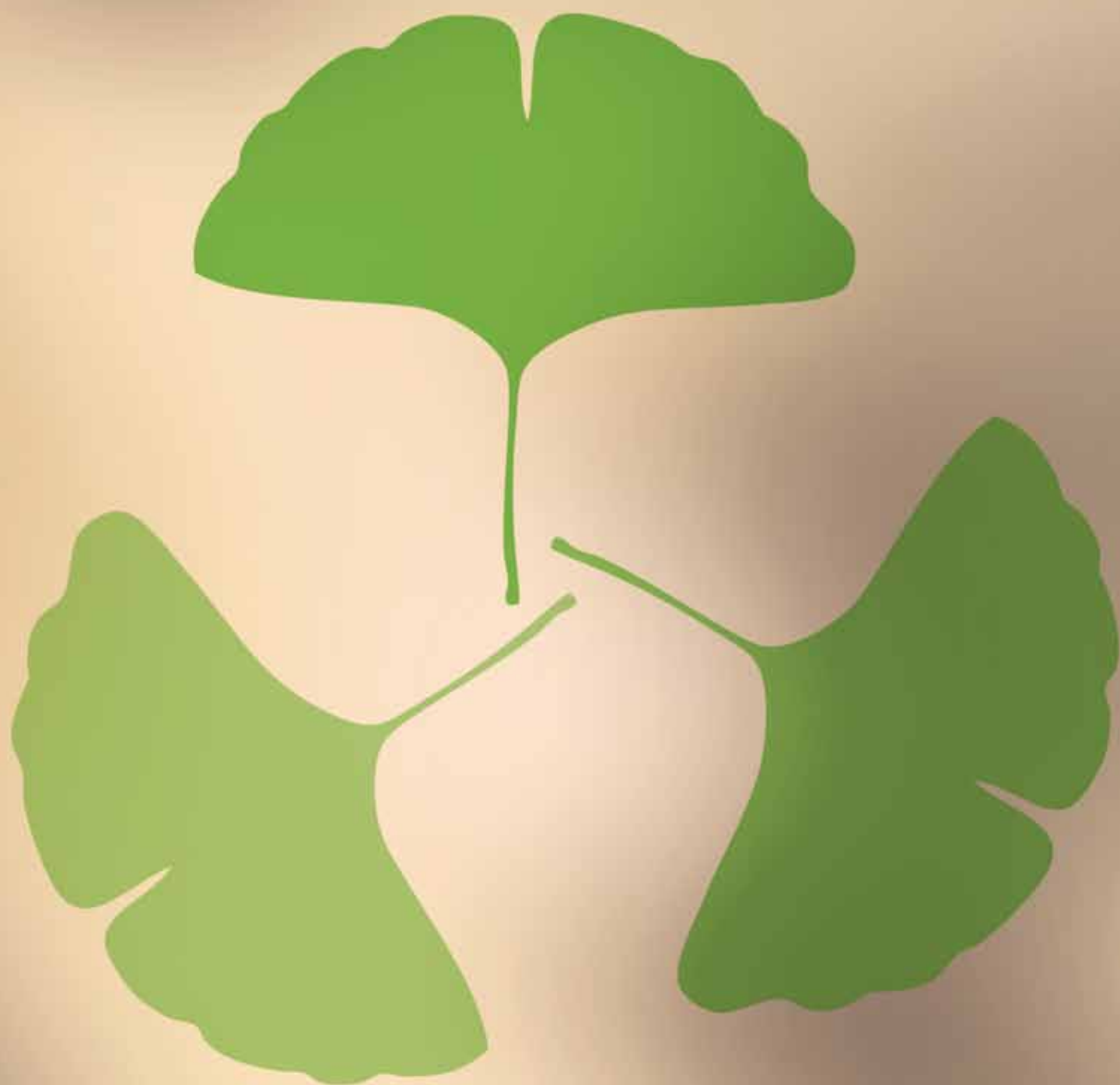
Guichets Periodiques

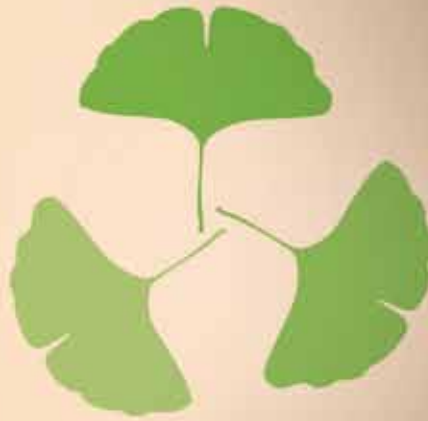
ENTITÉ	ADRESSE
Assa Zag	Crédit Agricole Assa Zag
Boumia	Siège du Centre des Travaux de Boumia(KHENIFRA)
Itzer	Siège du Centre des Travaux d'Itzer(KHENIFRA)
Tizi Ousli	Crédit Agricole Tizi Ousli(TAZA)
Ajdir	Crédit Agricole Ajdir(TAZA)
Zerarda	Crédit Agricole Zerarda(TAZA)
Mkanssa	Crédit Agricole Mkanssa(TAOUNATE)
Hamria	Crédit Agricole Hamria(My YACOUB, FES)
Guigou	Crédit Agricole Guigou(BOULEMANE)
Tandit	Crédit Agricole Tandit(BOULEMANE)
Ribat El Kheir	Crédit Agricole Ribat El Kheir(SEFROU)
Ain Chegag	Crédit Agricole Ain Chegag(SEFROU)

Guichets Periodiques

ENTITÉ
Settat (AM)
Beni Mellal (AM)
Safi (AM)
Fès (AM)
Rabat (AM)
Agadir (AM)







28, rue Abou Faris Al Marini - BP 49 - 10 000 Rabat

Tél.: (212-537) 20 82 19 à 26 - Fax : (212 -537) 70 78 32 - www.creditagricole.ma